

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JUILLET 2023**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS - AFFECTATIONS 2023

Sommaire

<u>EXPOSÉ DES MOTIFS</u>	3
<u>PROJET DE DÉLIBÉRATION</u>	7
<u>ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</u>	11
<u>ANNEXE 1: FICHE-TYPE DONNEES DE SUIVI</u>	12
<u>ANNEXE 2 : AVENANT1 CMQ INTELLIGENCE ARTIFICIELLE</u>	14
<u>ANNEXE 3 : AVENANT 1 CMQ INDUSTRIES CIRCULAIRES ET MOBILITES</u>	17
<u>ANNEXE 4 : AVENANT 1 CMQ SANTE AUTONOMIE BIEN VIEILLIR</u>	21
<u>ANNEXE 5 : AVENANT1 CMQ SURETE, SECURITE, CYBER ET SERVICES ASSOCIES</u>	25
<u>ANNEXE 6 : AVENANT 1 CMQ TRANSITION NUMERIQUE ET ECOLOGIQUE DE LA</u> <u>CONSTRUCTION</u>	28
<u>ANNEXE 7 : AVENANT 1 CMQ EN PREFIGURATION ENERGIE DURABLE</u>	31
<u>ANNEXE 8 : CONVENTION CADRE INDUSTRIE DU FUTUR</u>	34
<u>ANNEXE 9 : CONVENTION CADRE MOMADE</u>	44
<u>ANNEXE 11: AVENANT TRANSFERT CMQ VERSAILLES</u>	54
<u>ANNEXE 10: CONVENTION CADRE CAMPUS VERSAILLES</u>	58
<u>ANNEXE 12 : FICHES PROJET</u>	69

EXPOSÉ DES MOTIFS

La région Île-de-France a participé aux côtés des trois académies franciliennes à la démarche des campus des métiers et qualifications (CMQ) qui, en déclinaison du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation, #Impact2028, bénéficie au développement des filières d'excellence franciliennes. Plus généralement, les projets soutenus correspondent aux priorités politiques en matière de formation, d'enseignement supérieur, de recherche et d'orientation scolaire et professionnelle en accord avec les schémas directeurs régionaux (Schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation SRESRI et Contrat de plan régional de développement de la formation professionnelle CPRDFOP).

Après plusieurs années de développement les campus labellisés sont entrés dans une phase de structuration et de maturité. Cette nouvelle étape permet d'envisager un suivi et une observation harmonisés de leurs évolutions.

Après avoir procédé à la modification du règlement d'intervention de cette action campus (CP 2023-111 du 29 mars 2023), l'objectif est désormais de mettre en œuvre ce règlement au sein des conventions cadres des campus.

Au titre du présent rapport, il est proposé d'adopter, pour chacune des conventions cadres constitutives des campus, un avenant intégrant une annexe relative au suivi des données annuelles, le changement de règlement d'intervention et d'autres modifications mineures éventuellement.

Pour trois campus une nouvelle convention cadre est nécessaire du fait de modification plus substantielles de périmètre ou d'acteurs.

Du fait d'un changement de porteur sur le Campus de Versailles, un avenant pour changement de tiers doit également être adopté.

Par ailleurs, les propositions de subvention à ces structures sont soumises à délibération, en accord avec les engagements financiers de la Région envers les campus pour cette année 2023. Enfin, un budget transversal d'accompagnement de l'action campus est proposé au vote afin d'engager les marchés nécessaires à des dépenses transversales.

1. Démarche qualité des campus des métiers et des qualifications

La création des campus des métiers et des qualifications s'inscrit dans le cadre de la loi de refondation de l'école du 8 juillet 2013. Labellisés pour une durée de deux à cinq ans par le Ministère de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, du travail et de l'Economie, les dossiers sont portés conjointement par le/la président(e) de la Région et le ou les rectorat(s) concerné(s). Ils reposent ainsi sur la volonté conjointe des autorités académiques et des Président(e)s de Région de créer des pôles d'excellence offrant une large gamme de formations, afin de mieux adapter l'offre de formation professionnelle aux besoins des territoires, d'anticiper et d'accompagner les mutations économiques et technologiques. Une nouvelle impulsion au dispositif a été donnée par le ministre en charge de l'Éducation nationale par la publication de l'arrêté du 26 septembre 2019 relatif au cahier des charges national pour l'obtention ou le renouvellement du label « campus des métiers et des qualifications » avec la création d'une catégorie « campus d'excellence ».

Le règlement d'intervention n° RI 2017-102 CR modifié précise les conditions et modalités d'engagement de la Région Ile-de-France dans cette démarche.

Comme prévu par ce règlement : chaque campus donnera lieu à la définition d'indicateurs de suivi et d'évaluation qui figureront dans les conventions constitutives ou dans des documents ad hoc approuvés par le comité d'orientation stratégique, le cas échéant. Les actions du campus feront l'objet d'un bilan annuel et d'une évaluation à mi-parcours.

Le corpus de données, en annexe 1 à la présente délibération servira de base commune à l'ensemble des campus franciliens

2. Avenants aux conventions cadres

Pour chaque campus, une convention cadre constitutive est conclue entre l'Etat, la Région et l'établissement support a minima afin de fixer les modalités de fonctionnement et de financement du campus pendant les différentes périodes de développement des campus.

Une mise à jour des conventions cadres est soumise à cette assemblée afin de prendre en compte la modification du règlement d'intervention intervenue en CP 2023-111 du 29 mars 2023.

L'annexe concernant les données de suivi des campus est ajoutée aux différentes conventions en inscrivant cette mention dans l'ensemble de ces avenants. Concernant le Campus Sécurité, il est proposé de modifier la durée de la convention cadre.

Ainsi six avenants en annexes 2 à 7 à la présente délibération sont soumis au vote de cette assemblée pour les campus suivants :

- Campus « Intelligence Artificielle »
- Campus « Industrie Circulaire de la Mobilité »
- Campus « Santé, Autonomie, Bien-vieillir »
- Campus « Sécurité »
- Campus « Transition Numérique et Ecologique de la Construction »
- Campus « Energie Durable »

3. Vers un campus des métiers et des qualifications « industrie du futur » : convention cadre

Le Campus « aéronautique et spatial » a été labellisé pour une première période (2018-2022). Porté par l'université d'Evry Val d'Essonne, le campus a vocation régionale s'est largement développé avec deux premiers pôles d'incarnation avec le centre d'innovation d'Evry et le pôle de Meaux.

Pour sa seconde période de labélisation, le campus vise une extension de périmètre avec une dénomination « industrie du futur » tout en gardant les spécificités filières nécessaires à l'aéronautique. Du fait de besoins très conséquents en emploi dans ces domaines, le campus devra poursuivre son développement territorial et de nouveaux lieux d'incarnation sont envisagés tout en engageant d'avantage d'acteurs de la formation et de l'emploi. La nouvelle labélisation excellence devrait être effective avant la fin de l'année.

La convention cadre en annexe 8 à la présente délibération est soumise au vote de cette assemblée.

4. Vers un campus des métiers et des qualifications « Mode, Métiers d'Art et du Design » : convention cadre

Le dossier de campus des métiers et des qualifications « Campus MOde, Métiers d'Art et DEsign – Manufactures des Gobelins », sera présenté au premier semestre 2023 au titre de la catégorie Excellence du cahier des charges publié en septembre 2019. Il est issu de la fusion de deux

projets :

- Le « Campus des Métiers d'Art et du Design, Paris - Manufacture des Gobelins », labellisé Excellence le 25 août 2020,
- Le projet en préfiguration du Campus Mode – Île-de-France.

Ce regroupement s'inscrit dans la volonté des deux campus d'origine et répond, notamment, à la demande des acteurs économiques.

Le campus des métiers et des qualifications « Campus Métiers d'Art, Mode et Design – Manufactures des Gobelins » porte sur les formations dans le domaine des métiers d'art, de la mode et du design.

La convention cadre en annexe 9 à la présente délibération est soumise au vote de cette assemblée

5. Préparation de la nouvelle période de labélisation du Campus des métiers et des qualifications « Campus de Versailles »

Après une première période de labélisation excellence (2020-2022), le campus de Versailles doit déposer une nouvelle demande auprès du jury national. Le dossier sera finalisé durant le second semestre 2023. Cette demande de labélisation s'appuie sur un bilan d'activité riche de ce campus et avec la création d'un premier espace d'incarnation du campus au sein de la grande écurie du château de Versailles.

La convention cadre en annexe 10 à la présente délibération est soumise au vote de cette assemblée

6. Changement de tiers « Campus Versailles »

Il est proposé de procéder au transfert des subventions attribuées par le passé à l'association qui porte désormais le campus, par un avenant (en annexe 11 à la délibération) aux conventions de financement votées dans les délibérations suivantes : CP n°2021-135 du 1^{er} avril 2021, et CP n°2022-117 du 23 mars 2022.

7. Subventions aux Campus des Métiers et des Qualifications

En accord avec le règlement d'intervention de l'action Campus n° RI 2017-102 CR modifié, après signature d'une convention cadre, le soutien de la Région est classiquement de 50 000 euros par an et par campus ou projet de campus. Il est plafonné à 100 000 euros par an dans le cas particulier d'extension de périmètre et de renforcement de l'équipe de direction du campus.

Afin de poursuivre les actions en cours dans nos Campus, ce rapport prévoit un soutien financier adapté à la mise en œuvre du développement de ces structures selon les projets et réalisations concrètes conformément aux fiches projets en annexe 12 à la présente délibération pour un montant global de 500 000 euros :

8. Soutien aux actions transversales pour les campus

Les processus de labélisation et de suivi des campus et nos conventions cadres constitutives des campus nécessitent des actions lourdes de constitution de dossier, d'études filières mais aussi d'évaluation à mi-parcours ou en fin de période pour renouvellement.


Les sujets transversaux de communication autour des campus (site web, vidéos, plaquettes ...) ou d'orientation (salons, action orientation 360° ...) nécessitent également un accompagnement financier de la Région aux côtés des autres partenaires.

Il est proposé d'affecter pour cet accompagnement un budget de 200 000 euros pour la passation

de marchés d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur des sujets transversaux tels que mentionnés plus haut par exemple.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse', written in a cursive style.

VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 5 JUILLET 2023

CAMPUS DES MÉTIERS ET DES QUALIFICATIONS - AFFECTATIONS 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'éducation, notamment les articles D. 335-33 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

VU le décret n° 2019-962 du 16 septembre 2019 portant modification des dispositions du code de l'éducation relatives au label campus des métiers et des qualifications ;

VU la délibération n° CR 94-16 du 20 mai 2016 « Ouvrir les lycées sur le monde de l'entreprise » ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à l'approbation de #Leader – Stratégie régionale pour la croissance, l'emploi et l'innovation ;

VU la délibération n° CR 2017-01 du 26 janvier 2017 portant le contrat de plan régional pour le développement de la formation et de l'orientation professionnelle – CPRDFOP ;

VU la délibération n° CR 2017-102 du 19 mai 2017 relative aux campus des métiers et qualifications : règlement d'intervention et signature de deux nouveaux campus : - hub de l'aéroportuaire grand Roissy – le Bourget – campus conception et construction automobile

VU la délibération n° CP 2018-490 du 17 octobre 2018 campus des métiers et des qualifications labellisés contribution annuelle au GIP emploi de Roissy CDG ;

VU la délibération n° CP 2019-453 du 17 octobre 2019 relative à la poursuite du soutien aux campus des métiers et des qualifications ;

VU la délibération n° CP 2020-151 du 4 mars 2020 relative à la poursuite du soutien aux campus des métiers et des qualifications ;

VU la délibération n° CP 2020-519 du 18 novembre 2020 relative aux campus des métiers et des qualifications ;

VU la délibération n° CP 2021-135 du 1^{er} Avril 2021 relative au plan d'urgence pour les lycéens franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 5^{ème} année de mise en œuvre – 2^{ème} rapport;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-441 du 19 novembre 2021 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 5^{ème} année de mise en œuvre – 5^{ème} rapport ;

VU la délibération n° CP 2022-117 du 23 mars 2022 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 6^{ème} année de mise en œuvre – 2^{ème} rapport ;

VU la délibération n° CR 2022-029 du 7 mai 2022 relative à l'approbation du SRDEII 2022-2028 (Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation) ;

VU la délibération n° CP 2022-279 du 7 juillet 2022 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 6^{ème} année de mise en œuvre – 4^{ème} rapport ;

VU la délibération n° CP 2022-468 du 10 novembre 2022 relative au plan d'urgence pour les lycées franciliens : des lycées neufs et rénovés pour tous d'ici 2027 – 6^{ème} année de mise en œuvre – 6^{ème} rapport ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2023-111 du 29 mars 2023 relative aux équipements pédagogiques et fonctionnels dans les EPLE - deuxième rapport de l'année 2023 -modification du RI « soutien aux réseaux labellisés campus des métiers et des qualifications » ;

VU Le budget 2023 de la Région Île-de-France ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission de l'emploi et de la formation professionnelle ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU l'avis de la commission des lycées ;

VU le rapport n°CP 2023-263 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1

Adopte l'annexe type aux conventions cadre constitutives des campus « Campus des métiers et des qualifications - Données de suivi à fournir annuellement »

Article 2

Adopte les 7 avenants en annexes 2 à 7 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Article 3

Approuve la convention cadre du campus des métiers et des qualifications « industrie du futur » présentée en annexe 8 de la délibération et autorise la présidente du conseil régional à la

signer.

Article 4

Approuve la convention cadre du campus des métiers et des qualifications « mode, métiers d'art et du design » présentée en annexe 9 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 5

Approuve la convention cadre du campus des métiers et des qualifications « campus Versailles » présentée en annexe 10 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 6

Décide de transférer, dans le cadre du dispositif « soutien aux réseaux labellisés campus des métiers et des qualifications », à l'association « Campus de Versailles » les subventions attribuées à l'Université Cergy Paris pour les années 2021 et 2022 en annexe 11 de la délibération.

Article 7

Décide de participer au titre du dispositif « soutien aux réseaux labellisés campus des métiers et des qualifications (CMQ) », au financement des projets des CMQ par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel ci-dessous :

- 50 000 euros pour le Campus Versailles ;
- 50 000 euros pour le Campus industrie du futur ;
- 50 000 euros pour le Campus de la transition numérique et écologique de la construction ;
- 100 000 euros pour le Campus mode, métiers d'art et design.
- 50 000 euros pour le Campus sécurité ;
- 50 000 euros pour le Campus santé, autonomie, bien-vieillir ;
- 50 000 euros pour le Campus industrie circulaire de la mobilité ;
- 50 000 euros pour le Campus intelligence artificielle ;
- 50 000 euros pour le Campus énergie durable ;

Le vote de ces subventions permettra de prendre en compte des dépenses anticipées, à savoir des dépenses à partir du 1^{er} janvier 2023.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération CR n°2017-102 du 19 mai 2017 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **500 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement Formation Professionnelle et Apprentissage », Code fonctionnel 288 « Autres services annexes de l'enseignement », », Programme HP288-003 « Centre de ressources », Action 12800302 « Campus des métiers et des qualifications », du budget 2023.

Article 8

Affecte l'autorisation d'engagement de **200 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 932 « Enseignement Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 288 « Autres services annexes de l'enseignement », programme HP288-003 « Centre de ressources », action 12800302 « Campus des métiers et des qualifications », du budget 2023 en vue de la passation de marchés d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour des sujets généraux ou transverses aux campus ainsi que pour des actions entrant dans le champ d'action du cahier des charges des campus.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1: FICHE-TYPE DONNEES DE SUIVI

FICHE-TYPE DONNEES DE SUIVI
À fournir annuellement
Campus des métiers et des qualifications

(Bases de l'auto-évaluation de l'année N à produire en début d'année N+1 par chaque campus)

1. Diagnostic de l'analyse socio-économique, des enjeux identifiés

- Liste des nouvelles études (année N) parues, sinon derniers diagnostics de référence existantes

2. Un périmètre identifié d'acteurs, de territoires, de structures et de certifications

- Cartographie actualisée année N des parties prenantes
- Liste des formations concernées par l'action du CMQ
- Répartition et volume des typologies de bénéficiaires du campus

3. Des objectifs stratégiques clairs et ambitieux

- Bilan annuel d'actions (par typologie d'action) et budget associé réalisé (Année N)

4. Un pilotage opérationnel du campus

- Comitologie du pilotage organisationnel

5. Des moyens financiers et humains garants de l'opérationnalité et de l'ambition du projet

- Tableau budget Année N réalisé (Recettes et dépenses)
- Ressources en valorisation Recettes/Dépenses
- Ressources humaines

6. Une identité forte et fédératrice

- Nombre et typologie d'événements organisés par / en partenariat / ou est présent / le Campus
- Existence d'une plaquette (type IDF) à la charte campus à jour
- Présence en ligne / Réseaux sociaux
- Eléments autres sur la communication (à préciser)

7. Des parcours innovants d'offre de formation

- Liste de formations et places créées ou transformées dans le giron du campus
- Liste des colorations / modules spécifiques / formations complémentaires développées + nombre de bénéficiaires

8. Un développement et une visibilité à l'international

- Nombre de partenaires internationaux
- Nombre de bénéficiaires / acteurs ayant réalisé une mobilité

9. Une démarche qualité effective

- Evaluation des actions
- Auto-évaluation annuelle, Evaluation externe
- 3 points forts de l'année
- 3 axes d'amélioration pour l'année à venir

Cette collecte ne comporte pas de données à caractère personnel. Si de telles données devaient être collectées un avenant aux conventions cadre serait signé entre les différentes parties.

ANNEXE 2 : AVENANT1 CMQ INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

**Campus des métiers et des qualifications
Intelligence Artificielle**

CONVENTION CADRE

Avenant n°1

Entre :

- l'État, représenté par : le recteur de la région académique Ile-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités,
- la Région Île-de-France, représentée par sa présidente,
- l'Université Sorbonne Université, représentée par sa présidente
- la cité scolaire publique Paul Valéry, représentée par sa proviseure

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier la référence au règlement d'intervention dans l'article 4, alinéa 4.1 de la convention et de compléter la convention par une annexe des données à fournir annuellement par le campus.

1-1 Référence au règlement d'intervention

La partie :

« **La région Ile de France**

- participe au programme d'actions (communication, actions diverses - forums, déplacements d'élèves et/ou de formateurs, ...). La Région pourra verser un soutien financier d'un montant maximum de 50 000 euros pour le campus et par an et à hauteur de maximum 50% de l'ensemble des dépenses du campus, selon les conditions prévues par le règlement d'intervention de soutien aux réseaux labellisés Campus des métiers et des qualifications n° CP 2020-519. »

est remplacée par :

« **La région Ile de France**

- participe au programme d'actions (communication, actions diverses - forums, déplacements d'élèves et/ou de formateurs, ...). La Région pourra verser un soutien financier d'un montant maximum de 50 000 euros pour le campus et par an et à hauteur de maximum 50% de l'ensemble des dépenses du campus, selon les conditions prévues par le règlement d'intervention de soutien aux réseaux labellisés Campus des métiers et des qualifications n° CP 2023-111. »

1-2 Annexe à la convention

La liste des données à établir annuellement par le campus est annexée à cet avenant.

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS NON MODIFIEES

Les dispositions de la convention cadre entérinées par l'ensemble des parties et non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

ARTICLE 3 – DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prendra effet à la date de signature par les parties contractantes.

Fait à, le

En -- exemplaires originaux,

**Christophe
KERRERO
Recteur de la région
académique Ile- de-
France, recteur de
l'académie de Paris
Chancelier des
universités**

**Françoise
STURBAU
Proviseur
Cité scola
Valery**

**Nathalie
Drach-Temam
Présidente de l'Université
Sorbonne Université**

**Valérie
PÉCRESSE
Présidente de la
Région
Île-de-France**

ANNEXE 3 : AVENANT 1 CMQ INDUSTRIES CIRCULAIRES ET MOBILITES

**Campus des métiers et des qualifications
Industrie circulaire de la mobilité**

CONVENTION CADRE

Avenant n°1

Entre :

- l'État, représenté par :
le recteur de la région académique Ile-de-France, recteur de l'académie de Paris,
chancelier des universités,
le recteur de l'académie de Créteil,
la rectrice de l'académie de Versailles

- la Région Île-de-France, représentée par sa présidente,

- l'université Versailles Saint Quentin en Yvelines, représentée par son président

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier la référence au règlement d'intervention dans l'article 3, alinéa 3.1 de la convention et de compléter la convention par une annexe des données à fournir annuellement par le campus.

1-1 Référence au règlement d'intervention

La partie :

« **La région Ile de France**

- ▣ participe au programme d'actions (communication, actions diverses - forums, déplacements d'élèves et/ou de formateurs, ...). La Région pourra verser un soutien financier d'un montant maximum de **50 000** euros pour le campus et par an et à hauteur de maximum 50% de l'ensemble des dépenses du campus, selon les conditions prévues par le règlement d'intervention de soutien aux réseaux labellisés Campus des métiers et des qualifications n° **CP 2020-519**. »

est remplacée par :

« **La région Ile de France**

- ▣ participe au programme d'actions (communication, actions diverses - forums, déplacements d'élèves et/ou de formateurs, ...). La Région pourra verser un soutien financier d'un montant maximum de **50 000** euros pour le campus et par an et à hauteur de maximum 50% de l'ensemble des dépenses du campus, selon les conditions prévues par le règlement d'intervention de soutien aux réseaux labellisés Campus des métiers et des qualifications n° **CP 2023-111**. »

1-2 Annexe à la convention

La liste des données à établir annuellement par le campus est annexée à cet avenant.

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS NON MODIFIEES

Les dispositions de la convention cadre entérinées par l'ensemble des parties et non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

ARTICLE 3 – DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prendra effet à la date de signature par les parties contractantes.

Fait à, le

En ... exemplaires originaux,

**Christophe
KERRERO
Recteur de la région
académique Ile- de-
France, recteur de
l'académie de Paris
Chancelier des
universités**

**Daniel
AUVERLOT
Recteur de l'academi
De Créteil**

**Charline
AVENEL
Rectrice de l'académie
de Versailles**

**Alain
BUI
Président de l'UVSQ**

**Valérie
PÉCRESSE
Présidente de la
Région
Île-de-France**

ANNEXE 4 : AVENANT 1 CMQ SANTE AUTONOMIE BIEN VIEILLIR

**Campus des métiers et des qualifications
Santé autonomie bien-vieillir**

CONVENTION CADRE

Avenant n°1

Entre :

- l'État, représenté par :
le recteur de la région académique Ile-de-France, recteur de l'académie de Paris,
chancelier des universités,
le recteur de l'académie de Créteil,
- la Région Île-de-France, représentée par sa présidente,
- l'université Paris Est Créteil, représentée par son président

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier la référence au règlement d'intervention dans l'article 3, alinéa 3.1 de la convention et de compléter la convention par une annexe des données à fournir annuellement par le campus.

1-1 Référence au règlement d'intervention

La partie :

« **La région Ile de France**

- ▣ participe au programme d'actions (communication, actions diverses - forums, déplacements d'élèves et/ou de formateurs, ...). La Région pourra verser un soutien financier d'un montant maximum de **50 000** euros pour le campus et par an et à hauteur de maximum 50% de l'ensemble des dépenses du campus, selon les conditions prévues par le règlement d'intervention de soutien aux réseaux labellisés Campus des métiers et des qualifications n° **CP 2020-519**. »

est remplacée par :

« **La région Ile de France**

- ▣ participe au programme d'actions (communication, actions diverses - forums, déplacements d'élèves et/ou de formateurs, ...). La Région pourra verser un soutien financier d'un montant maximum de **50 000** euros pour le campus et par an et à hauteur de maximum 50% de l'ensemble des dépenses du campus, selon les conditions prévues par le règlement d'intervention de soutien aux réseaux labellisés Campus des métiers et des qualifications n° **CP 2023-111**. »

1-2 annexe à la convention

La liste des données à établir annuellement par le campus est annexée à cet avenant.

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS NON MODIFIEES

Les dispositions de la convention cadre entérinées par l'ensemble des parties et non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

ARTICLE 3 – DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prendra effet à la date de signature par les parties contractantes.

Fait à, le

En -- exemplaires originaux,

**Christophe
KERRERO
Recteur de la région
académique Ile- de-
France, recteur de
l'académie de Paris
Chancelier des
universités**

**Daniel
AUVERLOT
Recteur de l'academi
De Créteil**

**Jean-Luc
DUBOIS-RANDE
Président de l'UPEC**

**Valérie
PÉCRESSE
Présidente de la
Région
Île-de-France**

ANNEXE 5 : AVENANT1 CMQ SURETE, SECURITE, CYBER ET SERVICES ASSOCIES

**Campus des métiers et des qualifications
Sûreté, Sécurité, Cyber et services associés**

CONVENTION CADRE

Avenant n°2

Entre :

- l'État, représenté par :
le recteur de la région académique Ile-de-France, recteur de l'académie de Paris,
chancelier des universités,
la rectrice de l'académie de Versailles

- la Région Île-de-France, représentée par sa présidente,

- l'université Cergy Paris Université , représentée par son président

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier la référence au règlement d'intervention dans l'article 3, alinéa 3.1 de la convention ainsi que la durée de la convention mentionnée dans l'article 4, alinéa 4.1 et de compléter la convention par une annexe des données à fournir annuellement par le campus.

1-1 Modification de l'alinéa 3.1 :

La partie :

« **La région Ile de France**

- participe au programme d'actions (communication, actions diverses - forums, déplacements d'élèves et/ou de formateurs, ...). La Région pourra verser un soutien financier d'un montant maximum de 50 000 euros pour le campus et par an et à hauteur de maximum 50% de l'ensemble des dépenses du campus, selon les conditions prévues par le règlement d'intervention de soutien aux réseaux labellisés Campus des métiers et des qualifications n° CP 2020-519. »

est remplacée par :

« **La région Ile de France**

- participe au programme d'actions (communication, actions diverses - forums, déplacements d'élèves et/ou de formateurs, ...). La Région pourra verser un soutien financier d'un montant maximum de 50 000 euros pour le campus et par an et à hauteur de maximum 50% de l'ensemble des dépenses du campus, selon les conditions prévues par le règlement d'intervention de soutien aux réseaux labellisés Campus des métiers et des qualifications n° CP 2023-111. »



1-2 Modification de l'alinéa 4.1 :

La partie :

« La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa date de signature par les parties. Elle est renouvelable au-delà de cette date en cas de

renouvellement du label du campus pour la durée de la nouvelle labélisation par tacite reproduction »

Est remplacée par :

« La présente convention est conclue à compter de sa date de signature par les parties et pour toute la durée de sa période de labélisation augmentée de une année. Elle est renouvelable au-delà de cette date en cas de renouvellement du label du campus pour la durée de la nouvelle labélisation par tacite reproduction »

1-3 Annexe à la convention

La liste des données à établir annuellement par le campus est annexée à cet avenant.

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS NON MODIFIEES

Les dispositions de la convention cadre entérinées par l'ensemble des parties et non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

ARTICLE 3 – DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prendra effet à la date de signature par les parties contractantes.

Fait à, le

En -- exemplaires originaux,

**Christophe
KERRERO
Recteur de la région
académique Ile- de-
France, recteur de
l'académie de Paris
Chancelier des
universités**

.....
..... ;
Président de CY

**Charline
AVENEL
Rectrice de l'académie
de Versailles**

Valérie
PÉCRESSE
Présidente de la
Région
Île-de-France

ANNEXE 6 : AVENANT 1 CMQ TRANSITION NUMERIQUE ET ECOLOGIQUE DE LA CONSTRUCTION

**Campus des métiers et des qualifications
Transition numérique et écologique de la construction**

CONVENTION CADRE

Avenant n°2

Entre :

- l'État, représenté par :
le recteur de la région académique Ile-de-France, recteur de l'académie de Paris,
chancelier des universités,
le recteur de l'académie de Créteil,

- la Région Île-de-France, représentée par sa présidente,

- l'université Paris Est Créteil, représentée par son président

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier la référence au règlement d'intervention dans l'article 3, alinéa 3.1 de la convention et de compléter la convention par une annexe des données à fournir annuellement par le campus.

1-1 : référence au règlement d'intervention

La partie :

« La région Ile de France

- ▣ participe au programme d'actions (communication, actions diverses - forums, déplacements d'élèves et/ou de formateurs, ...). La Région pourra verser un soutien financier d'un montant maximum de **50 000** euros pour le campus et par an et à hauteur de maximum 50% de l'ensemble des dépenses du campus, selon les conditions prévues par le règlement d'intervention de soutien aux réseaux labellisés Campus des métiers et des qualifications n° **CP 2020-519**. »

est remplacée par :

« La région Ile de France

- ▣ participe au programme d'actions (communication, actions diverses - forums, déplacements d'élèves et/ou de formateurs, ...). La Région pourra verser un soutien financier d'un montant maximum de **50 000** euros pour le campus et par an et à hauteur de maximum 50% de l'ensemble des dépenses du campus, selon les conditions prévues par le règlement d'intervention de soutien aux réseaux labellisés Campus des métiers et des qualifications n° **CP 2023-111**. »

1-2 : annexe à la convention

La liste des données à établir annuellement par le campus est annexée à cet avenant.

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS NON MODIFIEES

Les dispositions de la convention cadre entérinées par l'ensemble des parties et non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

ARTICLE 3 – DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prendra effet à la date de signature par les parties contractantes.

Fait à, le

En -- exemplaires originaux,

**Christophe
KERRERO
Recteur de la région
académique Ile- de-
France, recteur de
l'académie de Paris
Chancelier des
universités**

**Daniel
AUVERLOT
Recteur de l'académ
De Créteil**

Valérie
PECRESSE
Présidente
de la Région
Île-de-France

**Jean-Luc
DUBOIS-RANDE
Président de l'UPEC**

ANNEXE 7 : AVENANT 1 CMQ EN PREFIGURATION ENERGIE DURABLE

**Campus des métiers et des qualifications
En préfiguration
Energie Durable**

CONVENTION CADRE

Avenant n°1

Entre :

- l'État, représenté par : le recteur de la région académique Ile-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités,**
- la Région Île-de-France, représentée par sa présidente,**
- l'Université Paris Saclay, représentée par sa présidente**
- la Ville de Montereau-Fault-Yonne, représentée par son maire**

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier la référence au règlement d'intervention dans l'article 4, alinéa 4.1 de la convention et de compléter la convention par une annexe des données à fournir annuellement par le campus.

1-1 Référence au règlement d'intervention

La partie :

« **La région Ile de France**

- ▣ participe au programme d'actions (communication, actions diverses - forums, déplacements d'élèves et/ou de formateurs, ...). La Région pourra verser un soutien financier d'un montant maximum de **50 000** euros pour le campus et par an et à hauteur de maximum 50% de l'ensemble des dépenses du campus, selon les conditions prévues par le règlement d'intervention de soutien aux réseaux labellisés Campus des métiers et des qualifications n° **CP 2020-519**. »

est remplacée par :

« **La région Ile de France**

- ▣ participe au programme d'actions (communication, actions diverses - forums, déplacements d'élèves et/ou de formateurs, ...). La Région pourra verser un soutien financier d'un montant maximum de **50 000** euros pour le campus et par an et à hauteur de maximum 50% de l'ensemble des dépenses du campus, selon les conditions prévues par le règlement d'intervention de soutien aux réseaux labellisés Campus des métiers et des qualifications n° **CP 2023-111**. »

1-2 annexe à la convention

La liste des données à établir annuellement par le campus est annexée à cet avenant.

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS NON MODIFIEES

Les dispositions de la convention cadre entérinées par l'ensemble des parties et non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

ARTICLE 3 – DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prendra effet à la date de signature par les parties contractantes.

Fait à, le

En -- exemplaires originaux,

***Christophe
KERRERO
Recteur de la région
académique Ile- de-
France, recteur de
l'académie de Paris
Chancelier des
universités***

***James
CHERON
Maire de Montereau-
Fault-Yonne***

Estelle
Iacona
Présidente de l'Université
Paris Saclay

Valérie
PÉCRESSE
Présidente de la
Région
Île-de-France

ANNEXE 8 : CONVENTION CADRE INDUSTRIE DU FUTUR

Projet de Campus d'Excellence des métiers et des qualifications

INDUSTRIE DU FUTUR

CONVENTION CADRE

Entre :

L'académie de Paris représentée par Monsieur Christophe KERRERO, recteur de la région académique d'Île-de-France, recteur de l'académie de Paris, Chancelier des universités de Paris et d'Île-de-France,

L'académie de Créteil, représentée par Monsieur Daniel AUVERLOT, recteur de l'académie de Créteil,

L'académie de Versailles, représentée par Madame Charline AVENEL, rectrice de l'académie de Versailles,

- Le Conseil régional d'Île-de-France, représenté Mme Valérie PECRESSE, sa présidente,
- L'Université d'Evry Val d'Essonne, Etablissement public scientifique, culturel et professionnel, située au 23 boulevard François Mitterrand, 91000 Evry-Courcouronnes, représentée par Monsieur Vincent Bouhier, son président,

- Vu le code de l'éducation, notamment les articles correspondant à la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013), D.335- 33 et suivants
- Vu le code de l'énergie et le code de l'environnement correspondant à la loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019
- Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte
- Vu le décret n° 2014-1100 du 29 septembre 2014 portant création du label « campus des métiers et des qualifications »
- Vu le décret n° 2020-456 du 21 avril 2020 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie
- Vu l'arrêté du 26 septembre 2019 relatif au cahier des charges national pour l'obtention ou le renouvellement du label « campus des métiers et des qualifications »,
- Vu le Règlement d'Intervention (n° CR n°2017-102 du 19 mai 2017 modifié) définissant les modalités de soutien du Conseil régional d'Île-de-France aux campus des métiers et qualifications.

PRÉAMBULE

Deuxième phase de vie et de développement du CMQ Aéronautique et spatial conception, production, maintenance 4.0 vers industrie du futur.

Après un premier label (2018-2022), le campus est aujourd'hui dans une phase de maturité, de déploiement, et d'extension sur la totalité de la région Île-de-France. Construit comme une

synergie d'acteurs de la formation, de la recherche et du monde économique, il est porté par l'université d'Evry Val d'Essonne, implanté sur un territoire d'industrie, et bénéficie d'un écosystème favorable adapté au développement des entreprises, avec en particulier des établissements d'enseignement scolaire et supérieur d'excellence partenaires.

Le projet porté par le campus depuis 2020, lauréat du Programme Investissement d'Avenir pour 3,2 millions d'euros sur 10 ans, est fortement orienté sur la réponse à la transformation numérique de l'industrie du secteur aéronautique et spatial. La caractérisation de ce secteur en région Ile-de-France nous montre des besoins, en quantité et en qualité, sur les métiers de la fabrication et de la réalisation (usinage, soudage, chaudronnerie, électronique, production, robotique), les métiers de la conception (mécanique, électronique, calcul, fabrication additive), les métiers de la maintenance (spécifiquement sur les aéronefs, mais aussi des moyens de production), et les métiers du numérique (data science, continuité numérique, intelligence artificielle, cyber sécurité, réalités immersives). La transformation numérique de l'industrie (la quatrième révolution industrielle, appelée aussi industrie 4.0) provoque, en sus, une évolution de ces métiers : ajout de nouvelles compétences sans réduire les fondamentaux.

Les besoins du secteur aéronautique et spatial portent donc sur des formations, des métiers et des compétences qui sont complètement communes aux besoins des autres industries.

La re labellisation dans la catégorie excellence est une opportunité pour le Campus des Métiers et des Qualifications d'élargir plus largement son champ aux enjeux des métiers de l'industrie (conception, production, maintenance...) tout en maintenant un ancrage fort autour de la filière aéronautique et spatiale. Cela permet également de travailler sur l'évolution des formations pour une insertion professionnelle durable quel que soit le secteur.

La création des campus des métiers et des qualifications s'inscrit dans le cadre de la loi de refondation de l'école du 8 juillet 2013. Elle relève du côté de l'État d'un processus interministériel qui s'est renforcé au fil des appels à projets, coordonné par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Elle témoigne de la volonté de soutenir par la formation les politiques territoriales de développement économique et social, tout particulièrement autour des filières économiquement les plus stratégiques. Leur dynamique doit faciliter l'insertion des jeunes dans l'emploi. La création d'une nouvelle catégorie de campus des métiers et des qualifications, la catégorie « Excellence », par l'arrêté du 26 septembre 2019, réaffirme le soutien de l'Etat à cette démarche et porte l'ambition encore plus loin. Le campus des métiers et des qualifications de catégorie « Excellence » est créé pour répondre à un enjeu socio-économique territorial et national particulièrement stratégique. Il participe au développement des métiers d'avenir et des filières d'excellence françaises. Il mobilise et fait valoir à cette fin une véritable capacité de recherche et d'innovation. Il est vecteur de transformation de la voie professionnelle et des lycées qui la portent. Le campus « Excellence » est incarné physiquement dans des lieux de vie et d'échanges. Fédérateur et de renommée internationale, il attire les talents européens et offre des conditions de formation exemplaires grâce aux partenariats avec les régions et les acteurs économiques. Il contribue à la constitution de réseaux thématiques nationaux. La qualité de l'offre du campus est mesurée dans le cadre d'une auto-évaluation et d'une évaluation externe.

Pour la Région, l'action des campus des métiers et qualifications, toutes catégories, s'inscrit à la fois :

- dans la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), et plus particulièrement dans l'animation des filières retenues comme prioritaires par le schéma. Les campus doivent contribuer au développement des filières en apportant des réponses à leurs besoins en emplois et compétences ;
- dans la déclinaison du Contrat de Plan Régional de Développement de la Formation et de l'Orientation Professionnelles (CPRDFOP), tant s'agissant de la carte des formations initiale et continue.
- dans la mise en œuvre du schéma régional pour la recherche, l'enseignement supérieur et l'innovation (SRESRI)

- dans la mise en œuvre de la compétence orientation dévolue par l'Etat aux Régions et définie dans la stratégie pour l'information et l'orientation des Franciliens de tous âges votée en séance plénière du Conseil régional le 28 mai 2019 ;
- dans la stratégie d'ouverture des lycées sur leur environnement, sur la ville et ses acteurs, et sur les acteurs économiques en particulier. Les lycées deviennent des lieux d'échanges, où un certain nombre d'espaces et de ressources sont mutualisés avec d'autres acteurs du territoire.

Dans le prolongement des orientations nationales définies par l'Etat dans le cadre de France 2030 (appels à manifestation d'intérêt « Compétences et Métiers d'Avenir »), la promotion des campus des métiers s'inscrit **pour la région académique / rectorat**, dans les efforts engagés en matière de transformation de la carte des formations professionnelles pour répondre aux grands enjeux de la transition économique et au défi de la souveraineté industrielle, numérique et énergétique. Les projets développés agissent comme des vecteurs de transformation de la carte des formations et d'attractivité de la voie professionnelle. Ils visent à rénover en profondeur les diplômes existants en supprimant les formations non insérantes et en renforçant les secteurs porteurs ainsi que le continuum de formation pré et post bac.

Les projets répondent aux orientations stratégiques du secteur enseignement supérieur, recherche innovation. La préparation des compétences aujourd'hui requises par le marché de l'emploi avec en particulier des métiers en forte tension ainsi que l'anticipation des compétences liées **à la réussite de la transition énergétique**. Le développement d'un réseau coordonné autour d'objectifs permettra la mise en cohérence, en synergies et en complémentarité l'offre de formation professionnelle de l'ensemble des établissements de la région **autour des filières liées à l'énergie durable**.

Pour l'Université d'Evry Val d'Essonne, l'action des campus des métiers et qualifications, permettra :

- de soutenir et d'aider le réseau des acteurs de la filière industrielle. Elle apportera ses compétences dans le domaine de la robotique industrielle, de l'aéronautique, des réalités immersives, de l'intelligence artificielle, de la conception, de la production et de la maintenance, et plus généralement de l'industrie 4.0.
- de favoriser l'innovation technologique et les transferts de compétences de la filière industrielle afin d'améliorer l'insertion professionnelle, d'offrir aux entreprises des candidats qualifiés et d'encourager le développement économique local.
- d'aider à structurer une offre de formation nouvelle autour des nouveaux enjeux industriels dans un continuum bac-3/bac+3/ bac + 8; renforçant et diversifiant ainsi son offre.
- d'amplifier l'engagement, via le Centre innovation d'Evry, pour la découverte, la formation, l'innovation et la recherche autour des nouvelles technologies, de la transformation numérique, de l'accompagnement des formations et des entreprises du territoire francilien.

Le processus de création des campus des métiers et des qualifications s'inscrit également dans le cadre de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Il apparaît à ce titre comme un vecteur de réorganisation de l'action publique répondant aux « besoins de formation et aux enjeux économiques des territoires ».

Le campus

Le campus porte le nom « Industrie du Futur ».

Il est porté par l'Université d'Evry Val d'Essonne (établissement support selon les termes du cahier des charges des campus d'excellence), qui assure la Présidence du Campus.

Le campus est aujourd'hui en phase de re labellisation. Les acteurs de la formation, de l'enseignement supérieur, de la recherche et du monde économique acteurs du campus

« aéronautique et spatial » sont à nouveau mobilisés afin de construire la nouvelle feuille de route du campus dans son nouveau périmètre.

L'objectif de cette convention est d'encadrer le fonctionnement du projet de campus et de lui donner les ressources nécessaires pour poursuivre les actions lancées, amplifier la démarche partenariale au regard des enjeux de compétences pour le territoire.

Article 1 OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les conditions générales d'organisation et de fonctionnement du projet de campus des métiers et des qualifications.

Article 2 OBJECTIFS DU PROJET DE CAMPUS

Le campus vise, depuis sa création, les objectifs suivants :

- Promouvoir les métiers et les parcours de formation par les 3 voies, professionnelle industrielle, technologique Sti2d et générale scientifique
- Co-élaborer les formations et les parcours pour répondre aux défis de l'industrie d'aujourd'hui et de demain
- Renforcer la performance pédagogique industrielle par les partenariats
- Favoriser la recherche et l'innovation, accélérer les transferts technologiques

Conformément aux retours d'expérience du campus, aux grandes lignes stratégiques du SRDEII, et à la programmation France 2030, le CMQ d'excellence industrie du futur aura un impact significatif sur les décisions futures, et notamment sur l'évolution de la carte des formations. Les projets d'évolution seront portés dans une approche concertée, faisant en particulier apparaître la logique, la cohérence et la synergie des demandes, les mutualisations possibles, tant pour les compétences des formateurs que pour l'utilisation des équipements.

Article 3 GOUVERNANCE DU CAMPUS EN PHASE DE PRÉFIGURATION

● L'établissement support :

L'Université d'Evry Val d'Essonne, localisée au 23 boulevard François Mitterrand, 91000 Evry-Courcouronnes.

● Le Comité d'orientation stratégique (COS) :

Le COS comprend, sous réserve de leur accord, les personnalités suivantes ou leurs représentants (-es) :

- La présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
- Le recteur de la Région académique Ile de France ; recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités de Paris et d'Île-de-France
- Le président de l'Université UEVE
- Le recteur de l'académie de Créteil
- La rectrice de l'académie de Versailles
- Deux membres (es) des entreprises du secteur
- Un (e) membre (e) de pôle emploi

Le COS définit la stratégie du campus, affecte les moyens et évalue la mise en œuvre des actions et l'évolution des dossiers. Il se réunit une fois par an. Il est co-présidé en alternance tous les ans, entre le recteur de la Région académique d'Île de France et la présidente de la Région Ile-de-France

Le COS peut associer à sa réflexion toute personne dont l'expertise est jugée pertinente pour l'exécution du projet.

- **Le Comité de Pilotage (COPIL) :**

Le COPIL comprend, sous réserve de leur accord, les personnalités suivantes ou leurs représentants (-e) :

- Le (la) Directeur(trice) opérationnel(le) de préfiguration,
- Les membres des collectivités territoriales soutien du campus
- Les acteurs de l'enseignement secondaire, supérieur, de l'insertion professionnelle, des fédérations sectorielles
- Les membres des fédérations professionnelles et des industriels

Ce comité de pilotage est chargé de suivre et de faciliter la mise en œuvre des orientations actées par le comité d'orientation stratégique. Son information, son organisation et son animation sont assurées par le (la) directeur(trice) opérationnel(le) de préfiguration, chef(fe) de projet.

Des experts peuvent y être invités en tant que de besoin. Il se réunit au moins une fois par trimestre.

Dans ces deux comités (COPIL et COS) les décisions relatives au projet sont prises de manière unanime par l'ensemble des membres. Après chaque comité, le (la) directeur(trice) opérationnel(le) proposera un relevé de décisions décrivant de manière directe et lisible, les points importants abordés en séance et les décisions qui s'y rapportent. Il sera validé par les membres.

Plusieurs groupes de travail seront organisés pour asseoir le travail du COPIL et du COS.

- **La direction du campus**

Le (la) Directeur (-rice) opérationnel(le) de préfiguration du Campus, placé(-e) sous l'autorité hiérarchique du Directeur général de services de l'université UEVE , aura pour mission de :

- Contribuer à la définition des objectifs qualitatifs et quantitatifs du programme ;
- Proposer les partenariats à conclure ;
- Définir le plan d'actions ;
- Solliciter, préparer et animer les différents comités de la gouvernance ;
- Elaborer une stratégie de communication et de valorisation du programme et de ses réalisations, y compris dans sa dimension pédagogique ;
- Elaborer le projet de consortium du Campus des Métiers et Qualifications ;
- Piloter la rédaction du dossier de labellisation.
- Etablir les rapports et bilans annuels d'activité et financiers et fournir les données (en annexe de la convention) nécessaires au suivi et à l'auto-évaluation du campus.

Le (la) Directeur (-rice) opérationnel(le) est choisi(e) par accord des parties signataires de la présente convention sur proposition de l'Université UEVE. Il (elle) reporte régulièrement aux membres du comité d'orientation stratégique.

Article 4 – ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE

4.1 Contributions :

Les membres signataires de la présente convention s'engagent aux contributions suivantes :

L'Académie de Versailles :

- Participe au financement du salaire du (de la) Directeur(-rice) opérationnel(le) de préfiguration et/ou des actions du campus.
L'Académie de Versailles s'engage à verser un soutien financier d'un montant maximum de 50 000 euros pour le campus et par an.
- Pilote la conception et la mise en œuvre de l'offre et des parcours de formation au sein des lycées et du projet de campus. Elle mobilise les corps d'inspection et les Ingénieurs pour l'Ecole (IPE) pertinents sur le périmètre métiers et formation du campus ainsi que tous les services concernés (CSAIO, Dareic...).

Le Conseil régional d'Ile-de-France

- Participe au financement du salaire du (de la) Directeur(-rice) opérationnel(le) de préfiguration et/ou des actions du campus.
Le Conseil régional d'Ile-de-France s'engage à verser un soutien financier d'un montant maximum de 50 000 euros pour le campus et par an, selon les conditions prévues par le règlement d'intervention de soutien aux réseaux labellisés Campus des métiers et des qualifications n° CR 2017-102 modifié.
Le versement de ces subventions est subordonné à la signature, par le bénéficiaire de la subvention (à savoir l'établissement support), d'une convention conforme à la convention-type du dispositif régional « soutien aux réseaux labellisés campus des métiers et des qualifications », adoptée par la délibération n° CP 2020-519.
- Participe à la prise de contact d'acteurs économiques en lien étroit avec le(la) Directeur(-rice) opérationnel(le) de préfiguration.

l'Université UEVE (établissement support) :

- Propose des actions de formation, de recherche, d'innovation et de diffusion de la culture scientifique et technique, en s'appuyant sur ses forces et celles de son réseau de partenaires (académiques, institutionnels, industriels)
- Propose, collecte, analyse et établit des actions pour soutenir le financement et le développement du projet
- Propose des actions pour développer l'offre et les parcours de formation au sein des établissements partenaires du campus
- Mène conjointement avec les signataires de la convention la procédure de recrutement du (de la) Directeur (-rice) opérationnel(le) de préfiguration et propose le nom des candidats(es) retenus(es) à la région Ile de France et la région Académique.
- Rémunère le(la) Directeur(-rice) opérationnel(le) de préfiguration.
- Met à disposition un espace de travail au sein de l'Université pour le(la) Directeur(-rice) opérationnel(le).
- Assure la gestion financière et comptable en relation étroite avec le (la) Directeur (-rice) opérationnel (le).

D'autres sources de financement seront recherchées (FSE, projets européens, taxe d'apprentissage...).

4.2 Gestion financière et comptable :

La gestion comptable et financière du projet est assurée par l'établissement support en relation étroite avec le (la) Directeur (-rice) opérationnel(le) et les responsables des établissements co-

porteurs. Un bilan annuel et des budget prévisionnels sont établis par ce même directeur (-rice) et présentés au COPIL et au COS.

4.3 Siègne administratif :

Le campus a son siège administratif à l'adresse de l'établissement support : 23 boulevard François Mitterrand, 91000 Evry-Courcouronnes.

Article 5 – DURÉE DE LA CONVENTION

5.1 Durée :

La présente convention est conclue pour une période d'un an. En cas de labellisation du Campus par arrêté ministériel, l'échéance de la présente convention est portée à la date de l'expiration de la labellisation.

Elle est renouvelable en cas de renouvellement du label du Campus, pour la durée de la nouvelle labellisation par reconduction expresse.

5.2 Dénonciation :

Chaque partie peut dénoncer la présente convention par notification écrite adressée aux autres parties avec copie au (à la) Directeur (-rice) opérationnel(le) sans motif et sans pénalité ni responsabilité à quelque moment que ce soit et au plus tard trois (3) mois avant la date d'échéance de celle-ci.

5.3 Règlement des différends :

Les parties s'efforcent de résoudre à l'amiable les contestations qui pourraient surgir de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention. A défaut de résolution amiable du litige né de l'interprétation et/ou de l'exécution de la présente convention, le différend sera porté devant les juridictions compétentes.

La présente convention comporte 8 feuillets.

Fait à Paris,

Le

Valérie PECRESSE

Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

Christophe KERRERO

Recteur de la Région académique d'Île de France, Recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités de Paris et d'Île de France

Charline AVENEL

Rectrice de l'académie de Versailles

Daniel AUVERLOT

Recteur de l'académie de Créteil

Vincent Bouhier

Président de l'UEVE

ANNEXE DONNEES DE SUIVI

À fournir annuellement

Campus des métiers et des qualifications

(Bases de l'auto-évaluation de l'année N à produire en début d'année N+1 par chaque campus)

Diagnostic de l'analyse socio-économique, des enjeux identifiés

- Liste des nouvelles études (année N) parues, sinon derniers diagnostics de référence existantes

Un périmètre identifié d'acteurs, de territoires, de structures et de certifications

- Cartographie actualisée année N des parties prenantes
- Liste des formations concernées par l'action du CMQ
- Répartition et volume des typologies de bénéficiaires du campus

Des objectifs stratégiques clairs et ambitieux

- Bilan annuel d'actions (par typologie d'action) et budget associé réalisé (Année N)

Un pilotage opérationnel du campus

- Comitologie du pilotage organisationnel

Des moyens financiers et humains garants de l'opérationnalité et de l'ambition du projet

- Tableau budget Année N réalisé (Recettes et dépenses)
- Ressources en valorisation Recettes/Dépenses
- Ressources humaines

Une identité forte et fédératrice

- Nombre et typologie d'événements organisés par / en partenariat / ou est présent / le Campus
- Existence d'une plaquette (type IDF) à la charte campus à jour
- Présence en ligne / Réseaux sociaux
- Eléments autres sur la communication (à préciser)

Des parcours innovants d'offre de formation

- Liste de formations et places créées ou transformées dans le giron du campus
- Liste des colorations / modules spécifiques / formations complémentaires développées + nombre de bénéficiaires

Un développement et une visibilité à l'international

- Nombre de partenaires internationaux
- Nombre de bénéficiaires / acteurs ayant réalisé une mobilité

Une démarche qualité effective

- Evaluation des actions
- Auto-évaluation annuelle, Evaluation externe
- 3 points forts de l'année
- 3 axes d'amélioration pour l'année à venir

Cette collecte ne comporte pas de données à caractère personnel. Si de telles données devaient être collectées un avenant aux conventions cadre serait signé entre les différentes parties.

ANNEXE 9 : CONVENTION CADRE MOMADE



**RÉGION ACADÉMIQUE
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



MOBILIER NATIONAL

**école
des arts
décoratifs
paris**

**Campus des métiers et des qualifications - catégorie Excellence
Campus MOde, Métiers d'Art et DEsign –
Manufactures des Gobelins**

CONVENTION CADRE

La présente convention définit les conditions générales d'organisation et de fonctionnement du campus des métiers et des qualifications

Campus MOde, Métiers d'Art et DEsign – Manufactures des Gobelins

Entre :

- l'État, représenté par le recteur de la région académique d'Île-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités de Paris et d'Île-de-France et le recteur de l'académie de Créteil,
- la Région Île-de-France, représentée par sa présidente,
- l'École Nationale Supérieure des arts décoratifs représentée par son directeur,
- le Mobilier national, représenté par son président,

Considérant :

- le code de l'éducation, notamment les articles D.335-33 et suivants,
- la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République,
- le décret n° 2014-1100 du 29 septembre 2014 portant création du label « campus des métiers et des qualifications »,

- l'arrêté du 26 septembre 2019 relatif au cahier des charges national pour l'obtention ou le renouvellement du label « campus des métiers et des qualifications »,

PRÉAMBULE

La création des campus des métiers et des qualifications s'inscrit dans le cadre de la loi de refondation de l'école du 8 juillet 2013. Elle participe d'un processus interministériel qui s'est renforcé au fil des appels à projets, coordonné par le ministère en charge de l'Éducation nationale et le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Elle témoigne de la volonté de soutenir par la formation, les politiques territoriales de développement économique et social, tout particulièrement autour des filières économiquement les plus stratégiques. Leur dynamique doit faciliter l'insertion des jeunes dans l'emploi.

Une nouvelle impulsion au dispositif a été donnée par le ministre en charge de l'Éducation nationale par la publication de l'arrêté du 26 septembre 2019 relatif au cahier des charges national pour l'obtention ou le renouvellement du label « campus des métiers et des qualifications ».

Pour la région Île-de-France, l'action des campus des métiers et qualification s'inscrit à la fois :

- dans la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation, et plus particulièrement dans l'animation des filières retenues comme prioritaires par le schéma. Les campus doivent contribuer au développement des filières en apportant des réponses à leurs besoins en emplois et compétences ;
- dans la déclinaison du Contrat de Plan Régional de Développement de la Formation et de l'Orientation Professionnelles (CPRDFOP), tant s'agissant de la carte des formations initiales et continues que de la mise en œuvre du Service public régional de l'orientation ;
- en lien avec le schéma régional de l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation 2023-2028 voté le 9 novembre 2022.

Le processus de création des campus des métiers et des qualifications s'inscrit également dans le cadre de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Il apparaît à ce titre comme un vecteur de réorganisation de l'action publique répondant aux « besoins de formation et aux enjeux économiques des territoires ».

Le dossier de campus des métiers et des qualifications « Campus MOde, Métiers d'Art et DEsign – Manufactures des Gobelins », (ci-après dénommé le campus) sera présenté au premier semestre 2023 au titre de la catégorie Excellence du cahier des charges publié en septembre 2019. Il est issu de la fusion de deux projets :

- Le « Campus des Métiers d'Art et du Design, Paris - Manufacture des Gobelins », labellisé Excellence le 25 août 2020,
- Le projet en préfiguration du Campus Mode – Île-de-France.

Ce regroupement s'inscrit dans la volonté des parties de ces deux campus d'origine et répond, notamment, à la demande des acteurs économiques.

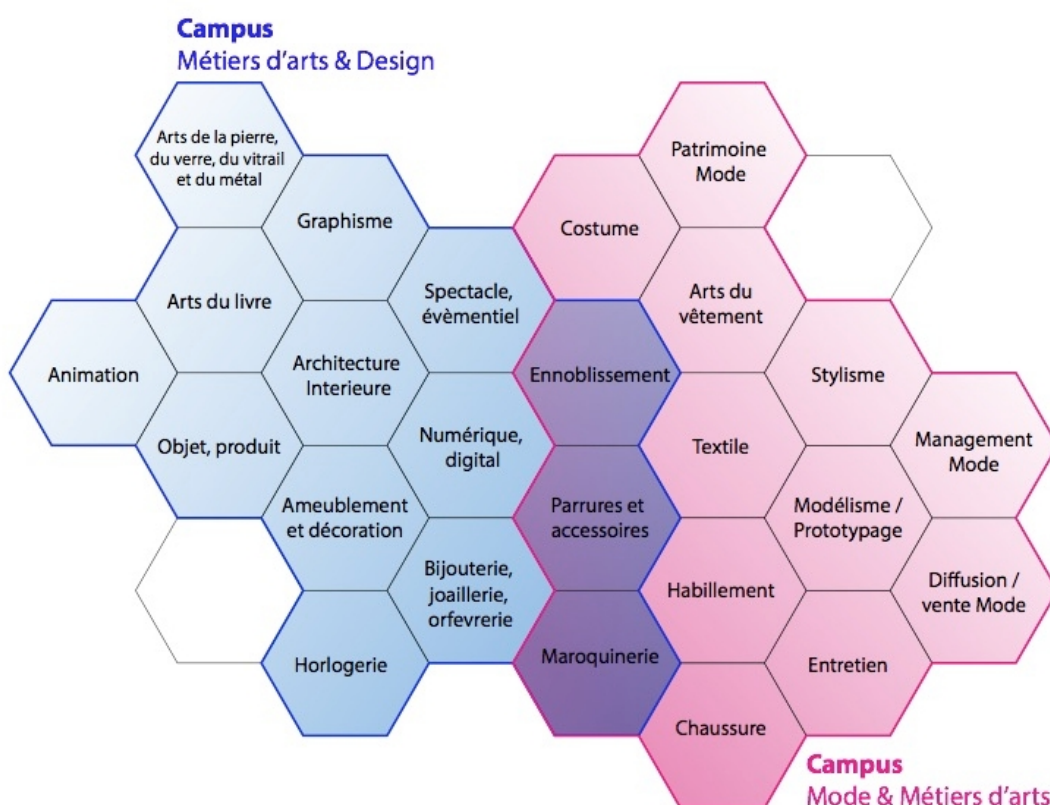
Le campus constitue un cadre territorialisé de concertation dans un domaine dont les enjeux stratégiques sont avérés pour l'économie et l'emploi tant au plan national que francilien. A ce titre, il porte une approche nouvelle de la formation professionnelle mobilisant opérateurs de formation, entreprises ou organisations professionnelles, et collectivités territoriales. Il constitue un espace de dialogue permettant d'harmoniser les choix des différents opérateurs de formation, en fonction des priorités communes, et en cohérence avec les besoins en compétences, actuelles et prévisibles, des acteurs économiques des filières concernées. Il doit organiser leur mise en réseau, faciliter les échanges. Il n'a néanmoins nullement vocation à se substituer aux opérateurs de formation.

Article 1 - OBJECTIFS DU CAMPUS

Le campus des métiers et des qualifications « Campus Métiers d'Art, Mode et Design – Manufactures des Gobelins » porte sur les formations dans le domaine des métiers d'art¹, de la mode et du design.

Le Campus se déploie sur les domaines d'activités suivants :

- Domaine de l'ameublement et de la décoration
- Domaine de l'architecture intérieure et des jardins
- Domaine de la bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, horlogerie
- Domaine de la chaussure, de la maroquinerie et de l'accessoire de mode
- Domaine de l'habillement et du textile
- Domaine de l'artisanat d'art lié au vêtement
- Domaine de la céramique et des arts du feu
- Domaine du verre et du cristal
- Domaine du métal
- Domaine de la pierre
- Domaine de l'objet
- Domaine du papier, du livre
- Domaine du numérique et de l'animation
- Domaine de l'évènementiel et de la scénographie
- Domaine du spectacle



Le campus vise les objectifs suivants :

- Promouvoir les formations d'excellence aux métiers d'arts, de la mode et du design à l'échelle francilienne, nationale et internationale et valoriser les filières du secteur et les

¹ La liste des métiers d'art fixée par arrêté compte plus de 280 activités regroupées au sein de 16 domaines dans une logique de filière. Les métiers d'art et du design sont définis en 14 mentions par arrêté du 18 mai 2018 relatif au diplôme DNMADE.

rendre accessibles à tous les publics notamment dans les EPLE des académies de Paris et Créteil,

- Développer et adapter les parcours de formation bac-3/+3/+5 en cohérence avec les perspectives économiques et sociales pour tous les publics, en formation initiale et formation continue, promouvoir l'apprentissage et faciliter l'insertion professionnelle tout au long de la vie,
- Adapter et moderniser les pratiques professionnelles et accompagner le développement des formations et des entreprises par la recherche, l'innovation et l'évolution des compétences et des pratiques,
- Développer les échanges internationaux et les partenariats stratégiques entre organismes de formation et acteurs économiques français et étrangers.

La constitution du campus des métiers et des qualifications aura un impact significatif sur les décisions futures, et notamment sur l'évolution de la carte des formations, les modalités de recrutement et l'identification des publics. Ainsi, les propositions d'évolution concernant les établissements faisant partie du campus devront être considérées à la lumière de leur appartenance à cette entité.

Les projets d'évolution devront être portés dans une approche concertée, faisant en particulier apparaître la logique, la cohérence et la synergie des demandes, les mutualisations possibles, tant pour les compétences des formateurs que pour l'utilisation des équipements.

Article 2 - GOUVERNANCE DU CAMPUS

2.1 –Le Comité d'Orientation Stratégique (COS)

Le Comité d'Orientation Stratégique (COS) a pour mission de :

- définir les stratégies à mettre en œuvre et les adapter ;
- établir, phaser et contrôler le programme d'actions et affecter les moyens ;
- valider puis évaluer le plan d'action élaboré par l'équipe de direction opérationnelle sur la base des orientations stratégiques définies par le COS ;
- évaluer les actions conduites.

Il comprend les membres suivants :

- Un représentant de la région Île-de-France (la présidente de Région ou son représentant) ;
- Un représentant de la région académique (le recteur de la région académique d'Île-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités de Paris et d'Île-de-France ou son représentant) ;
- Un représentant des autorités académiques de Paris et de Créteil (le recteur de l'académie de Créteil ou son représentant ; le directeur de l'académie de Paris ou son représentant) ;
- Le directeur de l'établissement porteur (directeur de l'École nationale Supérieure des Arts décoratifs ou son représentant) ;
- Le directeur de l'Unité régionale de la Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ou son représentant ;
- Le président du Mobilier National ou son représentant ;
- Trois représentants des opérateurs de formation partenaires (le directeur de l'Institut Français de la Mode ou son représentant, l'administrateur général du CNAM ou son représentant, le président de la conférence des écoles supérieures d'arts appliqués de Paris ou son représentant) ;
- Deux représentants de la Conférence des écoles supérieures d'arts appliqués de Paris (Césaap) ;
- Un représentant du Comité Colbert ;
- Au moins un représentant des entreprises partenaires ;
- Au moins un représentant des fondations et des mécènes ;
- Au moins un représentant des lieux d'incarnation.

Auront vocation à siéger pour avis au titre des personnalités qualifiées, un représentant du monde de l'enseignement supérieur et de la recherche, un représentant de l'inspection générale de l'éducation nationale, un représentant du bureau des industries créatives / métiers d'art, design et mode du ministère de la Culture, un acteur ou expert étranger.

L'équipe de direction opérationnelle participe aux réunions avec voix consultative.

Il est co-présidé par la présidente de la région Île-de-France et le recteur de la région académique d'Île-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités de Paris et d'Île-de-France. Les co-présidents réunissent le COS une fois par an au moins.

2.2- Le Directoire du Campus

Instance de pilotage émanant du COS permettant de suivre au plus près la mise en œuvre des orientations stratégiques définies par le COS, le Directoire est présidé par le directeur de l'établissement support qui le réunit deux fois par an au moins.

Le Directoire est composé des personnalités suivantes :

- Le directeur de l'établissement support (École nationale Supérieure des Arts décoratifs), président du Directoire,
- Le délégué de région académique à la formation professionnelle initiale et continue (ou son représentant),
- Un inspecteur général en charge des métiers d'art, de la mode et du design ;
- le président du Mobilier national ou son représentant
- L'équipe de direction opérationnelle,
- Un représentant de la Région,
- Un représentant des entreprises.

2.3 – Le comité de pilotage

Le comité de pilotage (COPIL) a pour rôle de :

- préparer le programme annuel d'actions ;
- suivre l'avancement des projets ;
- organiser les missions et la composition des groupes de travail, dont la nomination des pilotes ;
- mobiliser les co-financements utiles pour la mise en œuvre des projets.

Le Copil est constitué des personnalités suivantes :

- Le directeur de l'établissement support (École nationale Supérieure des Arts décoratifs) ou son représentant,
- L'équipe de direction opérationnelle du campus,
- Les adjoints DRAFPIC de l'académie de Paris et de l'académie de Créteil,
- Le chef de projet Campus des métiers et qualification de la région Île-de-France,
- Les délégués académiques aux arts et à la culture de l'académie de Paris et de l'académie de Créteil,
- Deux inspecteurs : un inspecteur pédagogique régional (IA-IPR) et un inspecteur de l'Éducation nationale de l'enseignement technique (IEN-ET)] en charge des arts appliqués,
- Deux inspecteurs : un inspecteur pédagogique régional (IA-IPR) et un inspecteur de l'Éducation nationale de l'enseignement technique (IEN-ET)] en charge des métiers de la mode,
- Un représentant de chacun des établissements partenaires membres du Campus,
- Un représentant de chacune des structures ou organisations professionnelles membres du Campus,
- Un représentant de chacune des institutions culturelles ou organismes publics membres du Campus,
- Un représentant de chacune des entreprises partenaires du Campus.

Le Copil est présidé par le directeur de l'établissement support. Il se réunit deux fois par an.

Il met en place autant de commissions de suivi et de groupes de travail que nécessaire.
L'évaluation consolidée des projets, des résultats et des performances atteintes est présentée périodiquement au Copil.

2.4 – La direction opérationnelle

Le Campus est piloté par une équipe de direction composée par un directeur opérationnel et un directeur opérationnel adjoint. L'équipe de direction est désignée par le recteur de la région académique d'Île-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités de Paris et d'Île-de-France et le recteur de l'académie de Créteil après avis du COS.

L'équipe de direction propose et met en œuvre, en lien avec les partenaires, la stratégie, les plans d'action et les actions de communication du campus des métiers et des qualifications.

L'équipe de direction gère les ressources matérielles et financières mises à sa disposition pour l'exercice de sa mission et le fonctionnement du Campus. Elle informe les membres du Campus, en organise et anime les réunions des instances et assure sa communication. Elle fédère les entreprises et les opérateurs de formation et prospecte pour de nouveaux financements (PIA, FSE, contribution directe des partenaires ...).

L'équipe de direction a un rôle de pivot dans la relation entre les partenaires et dans la préparation des travaux du COS et du Copil. Elle organise et suit la mise en œuvre des actions et la promotion du Campus. Elle organise et fédère les interventions des différents opérateurs et veille au respect de l'orientation de la politique générale.

L'équipe de direction établit les rapports et bilans annuels d'activité et financiers et fournissent les données (en annexe de la convention) nécessaires au suivi et à l'auto-évaluation du campus.



Les missions du directeur opérationnel et du directeur opérationnel adjoint sont définies par une lettre de mission co-signée du recteur de la région académique d'Île-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités de Paris et d'Île-de-France, du recteur de l'académie de Créteil et de la présidente de région. Ils sont placés sous l'autorité hiérarchique du recteur de l'académie de Paris et sous l'autorité fonctionnelle du directeur de l'ENSAD, établissement support du campus. Le directeur opérationnel et le directeur opérationnel adjoint rendent compte de leur action devant le Comité d'Orientation Stratégique.

Article 3 – ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

3.1 – Contributions

Les membres fondateurs du campus signataires de la présente convention s'engagent aux contributions suivantes :

Les académies de Paris et de Créteil,

-  Prennent en charge les postes à temps plein du directeur opérationnel et du directeur opérationnel adjoint du Campus, au titre de la coordination de l'action du campus pour un montant maximum de 100 000 € par an,
-  Participent au programme d'actions à travers la mobilisation de l'ensemble des services amenés à être concernés par les activités du Campus.

La région Île-de-France, à parité, avec les académies de Paris et de Créteil,

Participe au programme d'action du Campus. La Région verse un soutien financier d'un montant maximum de 100 000 € et à hauteur de 50 % maximum de l'ensemble des dépenses du Campus, selon les conditions prévues par le règlement d'intervention de soutien aux réseaux labellisés Campus des métiers et des qualifications n° CP 2023-111. Pour l'année 2023, la région Île-de-France prévoit le versement d'une subvention spécifique plafonnée à 100 000 €.

Le versement de ces subventions est subordonné à la signature, par le bénéficiaire de la subvention, d'une convention conforme à la convention-type du dispositif régional « soutien aux réseaux labellisés campus des métiers et des qualifications », adoptée par la délibération n° CR 2017-102.

L'École nationale Supérieure des Arts Décoratifs

- ☞ Assure le pilotage stratégique du campus, sur la base des orientations stratégiques définies par le COS et en lien avec la direction opérationnelle du Campus,
- ☞ Assure la gestion financière et comptable des ressources affectées au campus en lien avec la direction opérationnelle du Campus. A ce titre, il sera mis à disposition un poste de chargé de cette mission, financé par le campus. L'Ecole met à disposition un bureau et les moyens logistiques associés destinés à ce poste,
- ☞ Le Directeur, en liaison avec la direction opérationnelle du Campus, prospecte pour d'autres sources de financement.

Le Mobilier national

Le Mobilier national, en tant que membre fondateur, accueille sur son site les différents espaces du Campus tels que définis ci-dessous. La mise à disposition s'effectue selon les termes d'une concession domaniale passée pour chaque espace mis à disposition. Le Mobilier national assure la maintenance et le bon fonctionnement des espaces affectés au Campus en lien avec la direction opérationnelle.

Ces locaux, situés au 42 avenue des Gobelins, Paris 13^{ème}, comprennent :

- ☞ Des espaces dédiés au Campus :
 - Un espace administratif (2 bureaux, 1 salle de réunion, 1 salle de formation, un espace de stockage),
 - Un espace de co-working permettant d'accueillir des groupes,
 - Un atelier de prototypage (fablab) et un espace de stockage
- ☞ Des espaces mutualisés :
 - Une matériauthèque.
 - Un espace de conférence (salle Le Brun)
- ☞ Des espaces d'exposition disponibles régulièrement sur demande selon une programmation élaborée en collaboration avec les équipes du mobilier national :
 - Galerie des Gobelins,
 - Chapelle des Gobelins.

Le Mobilier national est susceptible de mettre à disposition du Campus certains de ses agents et services, en accord avec leur hiérarchie, selon les besoins.

En accord avec les partenaires économiques, **d'autres lieux d'incarnation** pourront être mis à disposition du Campus pour mener à bien ses actions. Des conventions spécifiques entre les partenaires seront établies à cette fin.

3.2 – Gestion financière et comptable

Elle est assurée par l'établissement support en relation étroite avec la direction opérationnelle du Campus. Un bilan annuel est établi par cette même direction et présenté au Comité de Pilotage et au Comité d'Orientation Stratégique.

3.3 – Siège administratif

Le Campus a son siège administratif à l'adresse suivante : ENSAD, 31 rue d'Ulm – 75005 Paris.

Article 4 - DURÉE DE LA CONVENTION

4.1 Durée

La présente convention est conclue pour une période comprise entre la date de sa signature et jusqu'à l'échéance de la labellisation du Campus. Elle est renouvelable en cas de renouvellement du label du Campus, pour la durée de la nouvelle labellisation par reconduction expresse.

Elle donne lieu à une évaluation à mi-parcours, réalisée sous la responsabilité du comité d'orientation stratégique.

4.2 – Avenants

Des avenants pourront être signés en cas de modifications substantielles dans l'organisation du campus telle que définie dans le document labellisé.

4.3 – Résiliation

En cas d'inobservation des clauses de la présente convention, une résiliation pourra être demandée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée aux partenaires signataires et copie à la direction opérationnelle du Campus, deux mois avant la fin de l'année scolaire et universitaire.

Article 5 – DISPOSITION TRANSITOIRE

Les ressources, moyens et équipements du « Campus des Métiers d'Art et du Design, Paris - Manufacture des Gobelins » et du « Campus Mode – Île-de-France » et dont, notamment, les reliquats budgétaires sont mis à disposition du campus des métiers et des qualifications « Campus Métiers d'Art, Mode et Design - Manufactures des Gobelins ».

Fait à Paris, le XXXX 2023

Christophe KERRERO

Valérie PECRESSE

*Recteur de la région académique d'Île-de-France,
Recteur de l'académie de Paris,
Chancelier des universités de Paris et d'Île-de-France*

Présidente de la Région Île-de-France

Daniel AUVERLOT

Hervé LEMOINE

Recteur de l'académie de Créteil

Président du Mobilier National

Emmanuel TIBLOUX

*Directeur de l'École nationale Supérieure des
Arts Décoratifs*

ANNEXE DONNEES DE SUIVI

À fournir annuellement

Campus des métiers et des qualifications

(Bases de l'auto-évaluation de l'année N à produire en début d'année N+1 par chaque campus)

Diagnostic de l'analyse socio-économique, des enjeux identifiés

- Liste des nouvelles études (année N) parues, sinon derniers diagnostics de référence existantes

Un périmètre identifié d'acteurs, de territoires, de structures et de certifications

- Cartographie actualisée année N des parties prenantes
- Liste des formations concernées par l'action du CMQ
- Répartition et volume des typologies de bénéficiaires du campus

Des objectifs stratégiques clairs et ambitieux

- Bilan annuel d'actions (par typologie d'action) et budget associé réalisé (Année N)

Un pilotage opérationnel du campus

- Comitologie du pilotage organisationnel

Des moyens financiers et humains garants de l'opérationnalité et de l'ambition du projet

- Tableau budget Année N réalisé (Recettes et dépenses)
- Ressources en valorisation Recettes/Dépenses
- Ressources humaines

Une identité forte et fédératrice

- Nombre et typologie d'événements organisés par / en partenariat / ou est présent / le Campus
- Existence d'une plaquette (type IDF) à la charte campus à jour
- Présence en ligne / Réseaux sociaux
- Eléments autres sur la communication (à préciser)

Des parcours innovants d'offre de formation

- Liste de formations et places créées ou transformées dans le giron du campus
- Liste des colorations / modules spécifiques / formations complémentaires développées + nombre de bénéficiaires

Un développement et une visibilité à l'international

- Nombre de partenaires internationaux
- Nombre de bénéficiaires / acteurs ayant réalisé une mobilité

Une démarche qualité effective

- Evaluation des actions
- Auto-évaluation annuelle, Evaluation externe
- 3 points forts de l'année
- 3 axes d'amélioration pour l'année à venir

Cette collecte ne comporte pas de données à caractère personnel. Si de telles données devaient être collectées un avenant aux conventions cadre serait signé entre les différentes parties.

ANNEXE 11: AVENANT TRANSFERT CMQ VERSAILLES

**AVENANT DE TRANSFERT DE FINANCEMENTS REGIONAUX
Soutien aux réseaux labellisés « Campus des métiers et des qualifications »**

Campus des métiers et des qualifications « campus de Versailles »

Présentation des parties signataires de la convention

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 2020-519 du 18 novembre 2020,
ci-après dénommée « la Région »
d'une part,

et

L'organisme dénommé : Université Cergy Paris
dont le statut juridique est : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
dont le n° SIRET est : 13002597600015
dont le siège social est situé au : 33 Bd du port, 95011 Cergy
ayant pour représentant : Laurent Gatineau, Président
ci-après dénommée CY

et

d'autre part,

L'organisme dénommé : Campus Versailles
dont le statut juridique est : Association
dont le n° SIRET est : 91358180700017
dont le siège social est situé au : Grande Ecurie du Château de Versailles, Avenue Rockefeller, 78000 Versailles
ayant pour représentant :
ci-après dénommée : l'Association

Après avoir rappelé :

Le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 applicable à tout versement de subvention par la Région y compris celle versée au titre de la présente convention,

Les termes de la délibération n° CR 2017-102 du 19 mai 2017 portant règlement d'intervention du dispositif « soutien aux réseaux labellisés campus des métiers et des qualifications »,

Les stipulations des conventions conformes à la convention-type pour le soutien aux réseaux labélisés campus des métiers et des qualifications signées entre la Région et CY dans le cadre de l'attribution de subventions votées par les délibérations **n° CP 2021-135 du 1^{er} avril 2021 et n° CP 2022-117 du 23 mars 2022**

La création d'une association « Campus de Versailles » afin de faciliter le développement des activités du Campus conduit à proposer comme nouvel porteur l'association « campus de Versailles », en remplacement de CY.

Il s'avère donc nécessaire de transférer au nouvel établissement porteur les reliquats de subventions afin qu'il puisse poursuivre les actions engagées.

Les parties s'entendent pour signer une convention de transfert pour acter du changement de bénéficiaire et pour autoriser le transfert des reliquats des subventions 2021 et 2022

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le projet de Campus des métiers et des qualifications « Campus de Versailles » initialement porté par l'Université Cergy Paris (CY) est désormais porté par l'association « Campus de Versailles » qui s'engage à réaliser le projet dans les conditions fixées par les conventions conclues initialement entre la Région et CY. Le présent avenant a pour objet de modifier le bénéficiaire des subventions accordées par la Région dans les délibérations suivantes : **n° CP 2021-135 du 1^{er} avril 2021 et n° CP 2022-117 du 23 mars 2022**. La subvention est transférée à l'Association avec l'accord des trois parties la Région, CY et l'Association.

ARTICLE 2 – ATTRIBUTION DES SOLDES DES SUBVENTIONS INITIALES AU NOUVEAU BENEFICIAIRE

Subvention 2021

Le bénéficiaire initial a obtenu le versement d'acomptes/avance d'un montant de 40 000 €. Sur la base du montant et du taux initial de la subvention demeurés inchangés et présentés dans la fiche projet jointe à la délibération **n° CP 2021-135 du 1^{er} avril 2021**, le reliquat de la subvention à verser au nouveau bénéficiaire s'élève à 10 000 €.

Subvention 2022

Le bénéficiaire initial a obtenu le versement d'acomptes/avance d'un montant de 40 000 €. Sur la base du montant et du taux initial de la subvention demeurés inchangés et présentés dans la fiche projet jointe à la délibération **n° CP 2022-117 du 23 mars 2022**, le reliquat de la subvention à verser au nouveau bénéficiaire s'élève à 10 000 €.

ARTICLE 3 – SUBSTITUTION DU NOUVEAU BENEFICIAIRE AU BENEFICIAIRE INITIAL

Dans tous les articles de la convention, le terme « bénéficiaire » désigne l'association.

ARTICLE 4 – TRANSFERT DES OBLIGATIONS DE LA CONVENTION AU NOUVEAU BENEFICIAIRE

Toutes les autres dispositions des conventions et éventuels avenants suscités demeurent inchangés et s'appliquent à l'Association qui s'engage à réaliser le projet cité à l'article 1er du présent avenant dont la nature reste inchangée.

ARTICLE 6 – DATE D'EFFET DE L'AVENANT

Le présent avenant prendra effet à la date de signature par la dernière des parties contractantes.

Fait à, le

Laurent
GATINEAU
Président de CY

Xxxxx
xxxxx
Président de
L'Association
« Campus de
Versailles »

Valérie PECRESSE
Présidente de la
Région Ile-de-France

ANNEXE 10: CONVENTION CADRE CAMPUS VERSAILLES

CONVENTION CADRE

Campus des métiers et des qualifications CAMPUS VERSAILLES - PATRIMOINE ET ARTISANAT D'EXCELLENCE

La présente convention définit les conditions générales d'organisation et de fonctionnement du Campus des métiers et des qualifications « CAMPUS VERSAILLES - PATRIMOINE ET ARTISANAT D'EXCELLENCE »

Entre

- l'État, représenté par
 - le recteur de la région académique Ile-de-France, recteur de l'académie de Paris, chancelier des universités,
 - la rectrice de l'académie de Versailles,
- la Région Île-de-France, représentée par sa présidente,
- l'association, CAMPUS VERSAILLES - PATRIMOINE ET ARTISANAT D'EXCELLENCE représentée par son président, M. Laurent GATINEAU.
- CY Cergy Paris Université, représentée par son président M. Laurent Gatineau

PRÉAMBULE

Le dossier de campus des métiers et des qualifications « CAMPUS VERSAILLES - PATRIMOINE ET ARTISANAT D'EXCELLENCE », (ci-après dénommé le campus) a été labélisé excellence pour une première période de deux ans à compter de août 2020. Il prépare actuellement sa nouvelle labélisation dont le dossier sera déposé au second semestre 2023.

La création des campus des métiers et des qualifications s'inscrit dans le cadre de la loi de refondation de l'école du 8 juillet 2013. Elle participe du côté de l'État d'un processus interministériel qui s'est renforcé au fil des appels à projets, coordonné par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Elle témoigne de la volonté de soutenir par la formation, les politiques territoriales de développement économique et social, tout particulièrement autour des filières économiquement les plus stratégiques. Leur dynamique doit faciliter l'insertion des jeunes dans l'emploi. La création d'une nouvelle catégorie de

campus des métiers et des qualifications, la catégorie « Excellence », par l'arrêté du 26 septembre 2019, réaffirme le soutien de l'Etat à cette démarche et porte l'ambition encore plus loin. Le campus des métiers et des qualifications de catégorie « Excellence » est créé pour répondre à un enjeu socio-économique territorial et national particulièrement stratégique. Il participe au développement des métiers d'avenir et des filières d'excellence françaises. Il mobilise et fait valoir à cette fin une véritable capacité de recherche et d'innovation. Il est vecteur de transformation de la voie professionnelle et des lycées qui la portent. Le campus « Excellence » est incarné physiquement dans des lieux de vie et d'échanges. Fédérateur et de renommée internationale, il attire les talents européens et offre des conditions de formation exemplaires grâce aux partenariats avec les régions et les acteurs économiques. Il contribue à la constitution de réseaux thématiques nationaux. La qualité de l'offre du campus est mesurée dans le cadre d'une auto-évaluation et d'une évaluation externe.

Pour la Région, l'action des campus des métiers et qualifications, toutes catégories, s'inscrit à la fois :

- dans la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), et plus particulièrement dans l'animation des filières retenues comme prioritaires par le schéma. Les campus doivent contribuer au développement des filières en apportant des réponses à leurs besoins en emplois et compétences ;
- dans la déclinaison du Contrat de Plan Régional de Développement de la Formation et de l'Orientation Professionnelles (CPRDFOP), tant s'agissant de la carte des formations initiale et continue.
- dans la mise en œuvre du schéma régional pour la recherche, l'enseignement supérieur et l'innovation (SRESRI)
- dans la mise en œuvre de la compétence orientation dévolue par l'Etat aux Régions et définie dans la stratégie pour l'information et l'orientation des Franciliens de tous âges votée en séance plénière du Conseil régional le 28 mai 2019 ;
- dans la stratégie d'ouverture des lycées sur leur environnement, sur la ville et ses acteurs, et sur les acteurs économiques en particulier. Les lycées deviennent des lieux d'échanges, où un certain nombre d'espaces et de ressources sont mutualisés avec d'autres acteurs du territoire.

Dans le prolongement des orientations nationales définies par l'Etat dans le cadre de France 2030 (appels à manifestation d'intérêt « Compétences et Métiers d'Avenir »), la promotion des campus des métiers s'inscrit **pour la région académique / rectorat**, dans les efforts engagés en matière de transformation de la carte des formations professionnelles pour répondre aux grands enjeux de la transition économique et au défi de la souveraineté industrielle, numérique et énergétique. Les projets développés agissent comme des vecteurs de transformation de la carte des formations et d'attractivité de la voie professionnelle. Ils visent à rénover en profondeur les diplômes existants en supprimant les formations non insérantes et en

renforçant les secteurs porteurs ainsi que le continuum de formation pré et post bac.

Les projets répondent aux orientations stratégiques du secteur enseignement supérieur, recherche innovation. La préparation des compétences aujourd'hui requises par le marché de l'emploi avec en particulier des métiers en forte tension ainsi que l'anticipation des compétences. Le développement d'un réseau coordonné autour d'objectifs permettra la mise en cohérence, en synergies et en complémentarité l'offre de formation professionnelle de l'ensemble des établissements de la région.

Le campus

Le Campus labellisé constitue un cadre territorialisé de concertation dans un domaine dont les enjeux stratégiques sont avérés pour l'économie et l'emploi tant au plan national que francilien. A ce titre, il porte une approche nouvelle de la formation professionnelle mobilisant opérateurs de formation publics et privés, entreprises ou organisations professionnelles, et collectivités territoriales. Il constitue un espace de dialogue permettant d'harmoniser les choix des différents opérateurs de formation concernés, en fonction des priorités communes, et en cohérence avec les besoins en compétences, actuelles et prévisibles, des acteurs économiques de la filière. Il doit organiser leur mise en réseau, faciliter les échanges. Il n'a néanmoins nullement vocation à se substituer aux opérateurs de formation. De leur côté, l'Etat et la Région s'engagent à faire évoluer leurs politiques et leurs financements pour faciliter l'atteinte des objectifs.

Le Campus a été porté dans sa première phase par CY Cergy Paris Université. A ce titre, une première convention cadre avait été signée entre CY Cergy Paris Université, en qualité de membre fondateur et porteur administratif du Campus Versailles qui notamment, récoltait et gérant les fonds.

Depuis sa création, le Campus a développé le projet, mené à bien la première tranche de travaux, s'est domicilié au sein de la Grande Ecurie du Château de Versailles et a débuté ses actions d'orientation, de formation et de rayonnement dans ses murs. Une évaluation externe du campus est menée dans le cadre de cette re-labélisation qui sera un élément du dossier de re-labélisation.

L'association

Le 16 mai 2022, une Association (statuts en annexe) a été créée à l'initiative des 3 fondateurs : l'université CY Cergy Paris Université, le Château de Versailles et l'Académie de Versailles, afin de pérenniser l'objet Campus, de mieux représenter la gouvernance partagée et de simplifier les flux financiers et la gestion des ressources humaines.

L'Association a pour objet social de porter l'ambition du projet du Campus Versailles, patrimoine et artisanat d'excellence, d'organiser la collaboration

des acteurs de ce projet et de concourir à la réalisation de toutes les actions nécessaires au développement du Campus Versailles,

Dans ce cadre, elle a vocation à :

1. Être un lieu d'échanges, de réflexion stratégique et de coordination politique du projet porté collectivement par les membres de l'association
2. Assurer la gouvernance du projet et la coordination opérationnelle de celui-ci entre les parties prenantes
3. Coordonner la réalisation des activités spécifiques au développement du projet dans ses aspects immobiliers
4. Proposer des dispositifs d'accompagnement et d'insertion des publics fragiles et coordonner leur mise en œuvre
5. Développer des dispositifs d'accompagnement, de formation et de reconversion et concourir le cas échéance à leur labellisation
6. Assurer la représentation de ses membres vis-à-vis des différents interlocuteurs, partenaires, financeurs, usagers, clients, fournisseurs existants ou potentiels, et également auprès des autorités publiques
7. Accompagner et coordonner la recherche de partenaires et anticiper les investissements nécessaires à la mise en œuvre du projet
8. Diffuser les transformations écologiques et numériques dans les métiers et les formations.

ARTICLE 1 - OBJECTIFS DU CAMPUS

Le Campus Versailles est à la fois

- un réseau d'acteurs
- un lieu d'échanges, de formation et de rencontres
- un label de pédagogie innovante
- un espace d'intelligence collective
qui vise à renforcer la capacité des acteurs à travailler en synergie et à maîtriser l'ensemble des enjeux de leur écosystème, de la dimension la plus locale à la dimension la plus générale pour permettre aux métiers du patrimoine et de l'artisanat d'excellence de changer d'échelle.

L'objectif du Campus est de faire émerger :

- ☛ des artisans spécialisés hautement qualifiés, maîtrisant la perfection de leur savoir-faire respectif, capables de transmettre des gestes et des techniques pluriséculaires tout en continuant à faire évoluer leurs métiers dans le contexte contemporain (en intégrant les technologies numériques dans la production ou la conception, en introduisant ces éléments physiques dans l'univers numérique via la réalité virtuelle ou les métavers). Ces artisans très qualifiés sont demandés dans les domaines liés au luxe et aux arts créatifs, ainsi que dans ceux de la culture et du spectacle.
- ☛ des artisans de la transition écologique, qui, en plus de la maîtrise de leurs savoirs et savoir-faire respectifs, maîtrisent ces problématiques (enjeux climatiques, de santé, de biodiversité,...) et seront capables de produire en maîtrisant leur impact environnemental, d'imaginer des solutions pour faciliter la mutation de nos sociétés. Ces artisans auront

une connaissance étendue des matériaux, du vivant, des processus de fabrication et de production et une maîtrise des outils de conception et des nouvelles technologies numériques. Demain, ils seront capables de transformer des bâtis anciens devenus obsolètes en lieu de vie à l'impact environnemental nul voire positif, ou des locaux pour des usages divers avec des matériaux issus de la déconstruction et du recyclage. Ces artisans seront particulièrement attendus dans la construction ou l'aménagement, la culture et le spectacle (décors).

- ☛ des artisans managers, sensibilisés au fonctionnement des systèmes d'organisation et capables de gérer des publics de plus en plus hétérogènes (mixité de genre, d'âge, d'origines, ...) évoluant dans des univers plus complexes (hightech / lowtech, digitalisation et virtualisation, organisation horizontale du travail,...). Ces artisans maîtrisent, en plus de leurs savoirs et savoir-faire, les compétences mobilisées par le management d'équipe et de projet. Ils seront demain des pierres angulaires de la conduite de projets complexes.

Pour relever ces défis, le Campus Versailles s'est fixé 4 axes d'action :

1. Déployer l'attractivité de ces métiers variés et nécessaires :
2. Faire émerger une force de formation inédite autour des savoirs et savoir-faire du patrimoine écologique pour accélérer la montée en compétences de tous les artisans :
3. Promouvoir un imaginaire et un discours nouveau sur les métiers de l'artisanat d'excellence
4. Animer un lieu iconique susceptible d'inspirer des pratiques collaboratives nouvelles et de rayonner à l'international

ARTICLE 2 - GOUVERNANCE DU CAMPUS

Le Campus Versailles s'est constitué en association, représentée par

- ☛ un conseil d'administration composé de membres permanents et de membres élus.

☛ **Les membres permanents** du conseil d'administration sont les représentants des membres fondateurs :

- ☛ L'Académie de Versailles,
- ☛ L'Établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles,
- ☛ CY Cergy Paris Université,
- ☛ La Région Île-de-France.

☛ **Les membres élus** du conseil d'administration sont des représentants des collèges mentionnés à l'article 6.03 des présents statuts, répartis comme suit :

- ☛ Le collège des académiques
- ☛ Le collège des institutionnels ;
- ☛ Le collège des entreprises ;

- ☛ Le collège des associations, organisations culturelles et réseaux professionnels.

Le pilotage opérationnel du campus est opéré par une équipe dirigée par un (une) Directeur(-rice) de l'association. La structure de pilotage comprend

- 4 pôles opérationnels :
 - ☞ Pôle orientation
 - ☞ Pôle formation
 - ☞ Pôle Tiers lieux & communauté
 - ☞ Pôle rayonnement et diffusion
- 3 pôles ressources :
 - ☞ Finances, administration et frais généraux
 - ☞ Communication, mécénat et développement
 - ☞ Planning stratégique de développement de projets

Le campus recrutera une équipe en fonction des ressources du projet. Celle-ci sera financée en partie par la valorisation en ressources humaines des partenaires du consortium et en partie par le budget de l'association, d'une part, et par un modèle de prestations rémunératrices d'autre part.

Le **directeur** assure la gestion courante et le fonctionnement opérationnel de l'association.

Le directeur est une personne physique qui peut être salariée de l'association. Il est nommé par le président après avis du conseil d'administration. Sa nomination est accompagnée d'une lettre de mission établie par le président.

Le directeur dispose des pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa mission par délégation du président, auquel il rend compte. Il peut également recevoir délégation du trésorier pour procéder aux dépenses d'un montant inférieur à un seuil déterminé par le conseil d'administration. Le président peut consentir au directeur une délégation pour représenter l'association dans les litiges qui touchent à la gestion courante de l'association, dans les conditions définies par une délibération du conseil d'administration.

Il dirige les services de l'association et en assure le fonctionnement, notamment le recrutement, le licenciement et la discipline des personnels.

Le directeur assure notamment les missions suivantes :

- 📌 Proposer et mettre en œuvre, en étroite collaboration avec le président, les orientations générales fixées par le conseil d'administration ;
- 📌 Proposer et mettre en œuvre le programme d'actions et les budgets y afférents, adoptés par le conseil d'administration ;
- 📌 Préparer, planifier et exécuter le budget de fonctionnement ;
- 📌 Préparer le bilan financier et le rapport d'activité des actions ;
- 📌 L'équipe de direction fournissent les données (en annexe de la convention) nécessaires au suivi et à l'auto-évaluation annuelle du campus.
- 📌 Assurer la direction de l'association et son fonctionnement courant ;

- Piloter l'organisation des réunions du conseil d'administration, du bureau et de l'assemblée générale ;
- Proposer au conseil d'administration la création ou la suppression de comités *ad hoc* et impulser, animer et coordonner leurs activités ;
- Entretenir et développer les réseaux relationnels, nationaux et internationaux, nécessaires à la bonne exécution des missions du Campus et à son équilibre budgétaire.
- Organiser une communication efficace externe et interne.

Article 3 - ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

3.1 contributions

Les membres fondateurs du campus signataires de la présente convention et l'association s'engagent aux contributions suivantes :

L'Académie de Versailles s'engage

- à verser à l'Association Campus Versailles le montant correspondant à son engagement de financement annuel dans le cadre de l'action « Territoires d'innovation pédagogique », soit 50 000 euros (cinquante mille euros) par an sur la durée de l'action
- A mettre à disposition du projet des équipes et des moyens humains
- à participer au programme d'actions (communication, actions diverses - forums, déplacements d'élèves et/ou de formateurs, ...) à travers la mobilisation des corps d'inspection et des chargés de mission école-entreprise.

CY Cergy Paris Université s'engage

- à verser à l'Association Campus Versailles le montant correspondant à son engagement de financement annuel dans le cadre de l'action « Territoires d'innovation pédagogique », soit 50 000 euros (cinquante mille euros) par an sur la durée de l'action
- à mettre à disposition du projet des équipes et des moyens humains
- à participer au programme d'actions (communication, actions diverses - forums, déplacements d'élèves et/ou de formateurs, ...)

La région Ile de France

- participe au programme d'actions (communication, actions diverses - forums, déplacements d'élèves et/ou de formateurs, ...). La Région pourra verser un soutien financier d'un montant maximum de 50 000 euros pour le campus et par an et à hauteur de maximum 50% de l'ensemble des dépenses du campus, selon les conditions prévues par le règlement d'intervention de soutien aux réseaux labellisés Campus des métiers et des qualifications n° CR2017-102 modifié. Pour 2023, la Région Ile-de-France prévoit le versement d'une subvention

spécifique de 50 000 € maximum, versée à l'Association CAMPUS VERSAILLES. Le versement de cette subvention est subordonné à la signature, par le bénéficiaire de la subvention, d'une convention conforme à la convention-type du dispositif régional « soutien aux réseaux labellisés campus des métiers et des qualifications », adoptée par la délibération n° CP 2020-519.

L'Association s'engage à mettre en œuvre la feuille de route définie par son conseil d'administration et à développer des programmes innovants :

- d'orientation
- de formation initiale, continue et professionnelles
- d'événements de valorisation et de rayonnement
- d'échanges internationaux
- d'accueil de professionnels
- de rencontres, d'échanges
- de recherche et développement

D'autres sources de financement seront recherchées (Mécénat, FSE, contribution directe des partenaires, auto-financement...).

3.2 gestion financière

Elle est assurée par l'Association Campus en relation étroite avec le directeur. Un bilan annuel est établi par un cabinet d'expertise comptable extérieur et supervisé par un commissaire aux comptes et présenté au comité de pilotage et au comité de projet.

3.3 siège

Le campus a son siège à l'adresse suivante:
CAMPUS VERSAILLES, ECURIE du Château de Versailles, 3 avenue
Rockefeller,
78000 VERSAILLES

ARTICLE 4 - DUREE DE LA CONVENTION CADRE

4.1 Durée :

La présente convention est conclue pour une période d'un an. En cas de labellisation du Campus par arrêté ministériel, l'échéance de la présente convention est portée à la date de l'expiration de la labellisation.

Elle est renouvelable au-delà de cette date, en cas de renouvellement du label du Campus, pour la durée de la nouvelle labellisation par reconduction expresse.

Elle donne lieu à une évaluation à mi-parcours, réalisée sous la responsabilité du comité de pilotage.

4.2 Avenants :

Des avenants supplémentaires pourront être signés en cas de modifications substantielles dans l'organisation du Campus telle que définie dans le document labellisé.

4.3 Résiliation :

En cas d'inobservation des clauses de la présente convention, une résiliation pourra être demandée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée aux partenaires signataires et copie au directeur opérationnel, deux mois avant la fin de l'année scolaire et universitaire.

Fait à Paris, le

Le Recteur de Région académique,
Versailles
Recteur de l'académie de Paris,
chancelier des universités

La Rectrice de

Le Président de CY
l'Association CAMPUS
par délégation de signature

La directrice de
VERSAILLES, ,

La Présidente de la Région Île-de-France

ANNEXE DONNEES DE SUIVI

À fournir annuellement

Campus des métiers et des qualifications

(Bases de l'auto-évaluation de l'année N à produire en début d'année N+1 par chaque campus)

Diagnostic de l'analyse socio-économique, des enjeux identifiés

- Liste des nouvelles études (année N) parues, sinon derniers diagnostics de référence existantes

Un périmètre identifié d'acteurs, de territoires, de structures et de certifications

- Cartographie actualisée année N des parties prenantes
- Liste des formations concernées par l'action du CMQ
- Répartition et volume des typologies de bénéficiaires du campus

Des objectifs stratégiques clairs et ambitieux

- Bilan annuel d'actions (par typologie d'action) et budget associé réalisé (Année N)

Un pilotage opérationnel du campus

- Comitologie du pilotage organisationnel

Des moyens financiers et humains garants de l'opérationnalité et de l'ambition du projet

- Tableau budget Année N réalisé (Recettes et dépenses)
- Ressources en valorisation Recettes/Dépenses
- Ressources humaines

Une identité forte et fédératrice

- Nombre et typologie d'événements organisés par / en partenariat / ou est présent / le Campus
- Existence d'une plaquette (type IDF) à la charte campus à jour
- Présence en ligne / Réseaux sociaux
- Eléments autres sur la communication (à préciser)

Des parcours innovants d'offre de formation

- Liste de formations et places créées ou transformées dans le giron du campus
- Liste des colorations / modules spécifiques / formations complémentaires développées + nombre de bénéficiaires

Un développement et une visibilité à l'international

- Nombre de partenaires internationaux
- Nombre de bénéficiaires / acteurs ayant réalisé une mobilité

Une démarche qualité effective

- Evaluation des actions
- Auto-évaluation annuelle, Evaluation externe
- 3 points forts de l'année
- 3 axes d'amélioration pour l'année à venir

Cette collecte ne comporte pas de données à caractère personnel. Si de telles données devaient être collectées un avenant aux conventions cadre serait signé entre les différentes parties.

ANNEXE 12 : FICHES PROJET

DOSSIER N° 23004868 - Campus des métiers et des qualifications "Versailles" budget 2023

Dispositif : Subvention aux campus des métiers et des qualifications (n° 00001036)

Délibération Cadre : CR2017-102 du 18/05/2017 modifiée

Imputation budgétaire : 932-288-655122-128003-100

Action : 12800302- Campus des métiers et des qualifications

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention aux campus des métiers et des qualifications	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
Montant total de la subvention			50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAMPUS VERSAILLES
Adresse administrative : GRANDE ECURIE DU CHATEAU DE VERSAILL
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANCOIS GERMINET, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet du campus est développé dès le début d'année civile

Description :

Crée par les membres fondateurs que sont le rectorat de Versailles, le Château de Versailles, l'Université Cergy Paris et la Région Île-de-France, le projet large et ambitieux est désormais bien opérationnel. Son incarnation dans la grande écurie du château permettra une activité encore plus riche après la phase de travaux en cours.

Labélisé excellence en 2020, le campus de Versailles déploie son action sur l'ensemble des lycées du rectorat de Versailles avec des partenaires du supérieur et un ensemble croissant d'artisans et d'acteurs économiques et du territoire.

Il s'articule autour de 4 objectifs stratégiques :

- La formation massive par la transmission des savoir-faire artistiques et patrimoniaux, sous la forme de réalisation de projets, en s'appuyant sur l'innovation pédagogique et la recherche de haut niveau
- L'accompagnement des entreprises du secteur par l'adaptation de l'offre de formation (contenu et catalogue) à l'évolution des métiers d'art et du patrimoine en articulant le scolaire et le supérieur
- L'accompagnement des entreprises du secteur dans leurs enjeux d'innovation, par de l'incubation de projet (de l'idéation au prototypage) et la possibilité de bénéficier d'élèves et étudiants en équipe projet
- La promotion, la valorisation et le développement de l'attractivité des métiers d'art et du patrimoine, ainsi que leur visibilité à l'international

Ainsi les actions se déclinent sous 4 axes :

Développer les vocations dans les métiers du patrimoine et de l'artisanat

De l'insertion et l'épanouissement des jeunes dans les secteurs de l'artisanat et du patrimoine
De la formation continue tout au long de la vie et du développement des entreprises
Déployer un écosystème européen de formation d'excellence collaboratif

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Dans la convention cadre qui associe les membres fondateurs de ce campus, la Région Île-de-France s'est engagée à verser une subvention annuelle à ce campus à hauteur de 50000 euros avec un taux d'intervention de 50%. Cette subvention permet de couvrir une partie des dépenses de fonctionnement du campus. Les autres ressources peuvent provenir du rectorat, de fonds du Programme d'Investissement d'Avenir (FRANCE 2030), d'autres recettes collectées auprès d'acteurs économiques ou de droits d'inscription par exemple. L'université porteuse du campus peut aussi mettre à disposition du temps homme qui peut être valorisé.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fonctionnement du campus	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention RIDF 2023	50 000,00	50,00%
autres ressources du campus	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23004170 - Campus des métiers et des Qualifications "Mode et métiers d'Art et du Design" - Budget 2023

Dispositif : Subvention aux campus des métiers et des qualifications (n° 00001036)

Délibération Cadre : CR2017-102 du 18/05/2017 modifiée

Imputation budgétaire : 932-288-657381-128003-100

Action : 12800302- Campus des métiers et des qualifications

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention aux campus des métiers et des qualifications	200 000,00 € TTC	50,00 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENSAD ECOLE NAT SUPERIEURE DES ARTS DECORATIFS
Adresse administrative : 31 RUE D'ULM
75240 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National d'Enseignement
Représentant : Monsieur EMMANUEL TIBLOUX, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet du Campus se déploie sur la totalité de l'année civile.

Description :

Le Campus Métiers d'art / Design – Manufacture des Gobelins a opéré au cours de l'année 2022 un rapprochement avec le Campus Mode en vue d'une fusion des périmètres et des activités. Il étend à présent ses actions sur l'ensemble des domaines de création, incluant la Mode, et sur les territoires cristoliens et parisiens.

Au cours de l'année 2022, le Campus a déployé 27 programmes à destination des élèves, des étudiants et des professionnels de son réseau en inscrivant ses actions autour des 4 axes qui structurent son plan d'action :

- Innovation : 7 programmes – 600 bénéficiaires

Utopies Constructives / Ready'up / La grande Matériauthèque / Triathlon de la Mode éthique / concours Jeune Création – La laine de demain / Conférence la Matière mise à nue

- International : 5 programmes – 24 bénéficiaires

Young Ambassador for Homo Faber / Partenariat RICE Thaïlande / Biennale Artes & oficios Novos Design – Oeiras / Crafting stories Résidence interculturelle et créative aux Émirats arabes unis

- Parcours : 8 programmes – 523 bénéficiaires

Viens Voir Mon Atelier / Programme Softskills / Manufacto / Ateliers Entreprendre dans les métiers d'art / Formation prototypiste en maroquinerie / Ambassadeurs du Campus / Bachelor EMA – Entreprendre dans

les métiers d'art et du design / Cordées de la réussite Athéna

- Valorisation & attractivité : 7 programmes – 17 000 visiteurs parmi le public cible – 40 000 vues cumulées

Salons d'orientation / Master Classe Virtuoses LVMH / Printemps de l'Orientation / Exposition Entrez en Matières / Série documentaire - Comment faire ? / Paris Design Week : Exposition Design For a Wild World / Les De(ux)mains du Luxe

Pour l'année 2023, le Campus poursuivra ces actions et une feuille de route riche est fixée pour ce nouveau périmètre de fonctionnement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Dans la convention cadre qui associe les membres fondateurs de ce campus, la Région Île-de-France s'est engagée à verser une subvention annuelle à ce campus à hauteur de 100000 euros avec un taux d'intervention de 50%. Cette subvention permet de couvrir une partie des dépenses de fonctionnement du campus. Les autres ressources peuvent provenir du rectorat, de fonds du Programme d'Investissement d'Avenir (FRANCE 2030), d'autres recettes collectées auprès d'acteurs économiques ou de droits d'inscription par exemple. L'établissement porteur du campus ou les autres partenaires peuvent aussi mettre à disposition du temps homme qui peut être valorisé.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fonctionnement du campus	200 000,00	100,00%
Total	200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention RIDF 2023	100 000,00	50,00%
autres ressources du campus	100 000,00	50,00%
Total	200 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23004173 - Campus des métiers et des qualifications "Sécurité" - Budget 2023

Dispositif : Subvention aux campus des métiers et des qualifications (n° 00001036)

Délibération Cadre : CR2017-102 du 18/05/2017 modifiée

Imputation budgétaire : 932-288-657381-128003-100

Action : 12800302- Campus des métiers et des qualifications

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention aux campus des métiers et des qualifications	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
Montant total de la subvention			50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CY CERGY PARIS UNIVERSITE
Adresse administrative : 33 BD DU PORT
95011 CERGY
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Laurent GATINEAU, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet du campus se déploie sur l'ensemble de l'année civile

Description :

Labélisé début 2021, le campus a déployé ses actions dès la rentrée 2021 avec une forte expansion 2022. Le campus s'articule autour des 4 axes :

- sécurité numérique (Sécurité des Données, Sécurité des Systèmes d'Information, RGPD, Cybersécurité)
- sûreté sécurité (Sécurité des biens et des personnes, Habitations, Batiments, Quartiers)
- santé sécurité au travail (Travail en hauteur, Porter des charges lourdes, L'individu dans la société (observatoire))
- risques pandémiques et grands événements (Catastrophes naturelles, Covid, Coupe du monde de rugby 2023, JOP 2024).

Il déploie ses objectifs autour de :

- l'orientation et de l'information (Rencontres écoles-entreprises, Conférences métiers, Forums entreprises)
- la création et de l'adaptation des formations (Formations innovantes - Trans-niveaux, Trans-filières, Hybridation, Bac+1 ; Vision stratégique - Incubation de formations, Evolution de l'appareil de formation)
- l'expérimentation comme modalité de formation (Tiers Lieux : Espaces de Réalité Virtuelle, Espaces IoT, Espaces Cybersécurité, Espaces immersifs, Chemin de ronde, Fab Lab, Incubateur et Ouverture sociale et internationale : Vacances apprenantes, Summer schools).

Avec les élèves et leurs familles, les entreprises, le grand public, au sein d'un écosystème institutionnel, le campus travaille à augmenter l'employabilité des jeunes et à former au plus près des besoins des entreprises. Avec l'obtention de différents financements par le programme d'investissements d'avenir (FRANCE 2030), le campus dispose d'une feuille de route riche en actions à mettre en oeuvre.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Dans la convention cadre qui associe les membres fondateurs de ce campus, la Région Île-de-France s'est engagée à verser une subvention annuelle à ce campus à hauteur de 50000 euros avec un taux d'intervention de 50%. Cette subvention permet de couvrir une partie des dépenses de fonctionnement du campus. Les autres ressources peuvent provenir du rectorat, de fonds du Programme d'Investissement d'Avenir (FRANCE 2030), d'autres recettes collectées auprès d'acteurs économiques ou de droits d'inscription par exemple. L'université porteuse du campus peut aussi mettre à disposition du temps homme qui peut être valorisé.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fonctionnement du campus	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention 2023 RIDF	50 000,00	50,00%
autres ressources du campus	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23004175 - Campus des métiers et des qualifications "Transition numérique et écologique de la construction" - Budget 2023

Dispositif : Subvention aux campus des métiers et des qualifications (n° 00001036)

Délibération Cadre : CR2017-102 du 18/05/2017 modifiée

Imputation budgétaire : 932-288-657381-128003-100

Action : 12800302- Campus des métiers et des qualifications

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention aux campus des métiers et des qualifications	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL
VAL DE MARNE

Adresse administrative : 61 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94000 CRETEIL

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Monsieur JEAN-LUC DUBOIS RAND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet du campus se déploie sur la totalité de l'année civile.

Description :

Les actions mises en œuvre en 2022 concernent essentiellement le marketing du campus et de la filière dans une logique d'attractivité des métiers. La filière et les entreprises souffrent de difficultés de recrutement importantes. Les métiers en tension sont très nombreux et le taux d'abandon d'études en formation initiale est plus de deux fois supérieur à la moyenne (27% contre 13%). La transition numérique et écologique devient de plus en plus une réalité pour les entreprises (RE 2020, BIM...). Ces difficultés existaient bien avant la crise sanitaire. La question RH (orientation, formation, recrutement, fidélisation, transition professionnelle...), pour plusieurs secteurs d'activités notamment le bâtiment, devient un des éléments centraux de l'économie. Les entreprises ne peuvent pas fonctionner sans ressources humaines adaptées et le mode dégradé ne peut pas constituer la règle dans la durée.

Plusieurs actions de communication, d'animation et de partenariat ont été mises en œuvres en 2022 et seront poursuivies et amplifiées en 2023 (site internet, visites virtuelles, réseaux sociaux, hackathon, séminaire école entreprises...). Il est également prévu des actions de formation dans le cadre du programme ECN PIA.

L'année 2023 permet de prévoir la poursuite d'un certain nombre d'actions :

- o Continuer la mise en place des outils de communication

- Site internet
- Visites virtuelles des établissements
- Réseaux sociaux et newsletter
- o Poursuivre la mise en œuvre d'animations
 - Hackathon / concours
 - Séminaire école / entreprises
 - Worldskills
 - Cordées de la réussite
 - 2ème rendez-vous des métiers de la construction....

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Dans la convention cadre qui associe les membres fondateurs de ce campus, la Région Île-de-France s'est engagée à verser une subvention annuelle à ce campus à hauteur de 50000 euros avec un taux d'intervention de 50%. Cette subvention permet de couvrir une partie des dépenses de fonctionnement du campus. Les autres ressources peuvent provenir du rectorat, de fonds du Programme d'Investissement d'Avenir (FRANCE 2030), d'autres recettes collectées auprès d'acteurs économiques ou de droits d'inscription par exemple. L'université porteuse du campus peut aussi mettre à disposition du temps homme qui peut être valorisé.

Localisation géographique :

📍 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fonctionnement du campus	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention RIDF 2023	50 000,00	50,00%
autres ressources du campus	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23004176 - campus des métiers et des qualifications "santé autonomie bien-vieillir" - Budget 2023

Dispositif : Subvention aux campus des métiers et des qualifications (n° 00001036)

Délibération Cadre : CR2017-102 du 18/05/2017 modifiée

Imputation budgétaire : 932-288-657381-128003-100

Action : 12800302- Campus des métiers et des qualifications

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention aux campus des métiers et des qualifications	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL
VAL DE MARNE

Adresse administrative : 61 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94000 CRETEIL

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Monsieur JEAN-LUC DUBOIS RAND, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet du campus se déploie sur la totalité de l'année civile.

Description :

Le Campus Santé, autonomie, bien vieillir labélisé en 2021 couvre 4 grands domaines d'activité :

- Les structures d'hospitalisation, de soin et d'hébergement pour personnes âgées dépendantes,
- Les services de santé, de soin et d'aide à la vie quotidienne à domicile,
- Le développement de la prévention et la prévoyance de la perte d'autonomie,
- La recherche et développement en ingénierie et recherche médicale.

Les ambitions du Campus :

- ¿ - Fédérer tous les acteurs au service de l'attractivité des métiers et des formations.
- ¿- Rénover les formations et accompagner l'émergence de nouveaux métiers dans la filière.
- ¿ - Innover dans la professionnalisation en favorisant la pluridisciplinarité pour une meilleure insertion.
- ¿- Soutenir le développement d'innovations et d'expérimentations croisées.
- ¿ Développer un campus inclusif, attractif et visible.

Après une période de structuration, les actions du campus débutent leur déploiement avec les partenaires économique, territoriaux et de formation sur les 3 axes des campus : formation, orientation et insertion.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Dans la convention cadre qui associe les membres fondateurs de ce campus, la Région Île-de-France s'est engagée à verser une subvention annuelle à ce campus à hauteur de 50000 euros avec un taux d'intervention de 50%. Cette subvention permet de couvrir une partie des dépenses de fonctionnement du campus. Les autres ressources peuvent provenir du rectorat, de fonds du Programme d'Investissement d'Avenir (FRANCE 2030), d'autres recettes collectées auprès d'acteurs économiques ou de droits d'inscription par exemple. L'université porteuse du campus peut aussi mettre à disposition du temps homme qui peut être valorisé.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fonctionnement du campus	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention RIDF 2023	50 000,00	50,00%
autres ressources du campus	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23004177 - Campus des metiers et des qualifications "Energie durable" - Budget 2023

Dispositif : Subvention aux campus des métiers et des qualifications (n° 00001036)

Délibération Cadre : CR2017-102 du 18/05/2017 modifiée

Imputation budgétaire : 932-288-657381-128003-100

Action : 12800302- Campus des métiers et des qualifications

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention aux campus des métiers et des qualifications	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS SACLAY

Adresse administrative : 3 RUE JOLIOT CURIE
91190 GIF SUR YVETTE

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Madame ESTELLE IACONA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet du campus se déploie sur l'ensemble de l'année civile.

Description :

La RIDF est un partenaire actif du projet de création d'un campus des métiers et des qualifications « Energie durable ». Ce projet est né de la volonté de collaborer sur ce thème d'un ensemble d'acteurs : RIDF, Education nationale, Université Paris Saclay, Mairie de Montereau Font Yonne et EDF.

Pour la constitution et dans l'objectif de labélisation catégorie excellence de ce campus une stratégie spécifique a été mise en place en différentes phases. L'idée est de faire avancer les différents axes « Energie » qui seront rassemblés sous le projet de Campus :

- 1ere phase avec le projet NexIF (dépôt BPI, plan de relance été 2021) : EDF, Lycée de Montereau Font Yonne, Education nationale (budget obtenu, projet en cours de réalisation) sur l'axe nucléaire. Le lycée et la Ville de Montereau sont ainsi au cœur de cet axe nucléaire ;
- 2eme phase : demande de financement PIA/France 2030 à l'appel CMA (Compétences et Métiers d'Avenir, vague du 28 octobre) : HTASE, avec une thématique batteries et hydrogène. Le projet est en attente des résultats de financements. Au sein de ce projet la RIDF porte l'équipement des lycées pour un montant de 900 keuros demandés (1ère participation du pôle lycée à ces financements PIA).
- 3ème phase : préfiguration d'un campus des métiers et des qualifications réunissant l'ensemble de

ces thématiques et élargissant le réseau d'acteur déjà constitué pour travailler une demande de label en 2023 (vote de la convention de préfiguration en CP de novembre 2022). Il est visé un dépôt de labélisation en novembre 2023.

Un directeur opérationnel de préfiguration est en cours de recrutement afin de mener à bien la rédaction du dossier de labélisation pour la rentrée 2023.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Dans la convention cadre qui associe les membres fondateurs de ce campus, la Région Île-de-France s'est engagée à verser une subvention annuelle à ce campus à hauteur de 50000 euros avec un taux d'intervention de 50%. Cette subvention permet de couvrir une partie des dépenses de fonctionnement du campus. Les autres ressources peuvent provenir du rectorat, de fonds du Programme d'Investissement d'Avenir (FRANCE 2030), d'autres recettes collectées auprès d'acteurs économiques ou de droits d'inscription par exemple. L'université porteuse du campus peut aussi mettre à disposition du temps homme qui peut être valorisé.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fonctionnement du campus	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention RIDF 2023	50 000,00	50,00%
autres ressources du campus	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23004178 - Campus des métiers et des qualifications "Industrie circulaire de la mobilité" - Budget 2023

Dispositif : Subvention aux campus des métiers et des qualifications (n° 00001036)

Délibération Cadre : CR2017-102 du 18/05/2017 modifiée

Imputation budgétaire : 932-288-657381-128003-100

Action : 12800302- Campus des métiers et des qualifications

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention aux campus des métiers et des qualifications	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES
Adresse administrative : 55 AV DE PARIS
78035 VERSAILLES
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Monsieur Alain BUI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet du campus se déploie sur l'ensemble de l'année civile.

Description :

Le Campus « industrie circulaire de la mobilité vient d'être sélectionné fin 2022 par le jury national pour obtenir un label d'excellence pour une durée de 5 ans.

Ce campus correspond à une évolution nécessaire de l'ancien campus « conception et construction automobile » et est toujours porté par l'Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines mais sera incarné cette fois dans les locaux de Renault Flins.

La transition d'une économie linéaire à une économie circulaire s'impose à la filière automobile au regard des enjeux environnementaux, des politiques publiques et des dernières législations européennes. L'impact sur l'industrie de l'un des secteurs privés le plus fortement employeur (près de 2 millions d'emplois) est majeur.

Consciente de cette mutation, la France place clairement dans son plan France 2030 la décarbonation de l'industrie et le recyclage au coeur de sa stratégie de développement durable et responsable.

Le Campus des Métiers et des Qualifications Industrie Circulaire de la Mobilité par son ancrage territorial, au coeur d'un site industriel en transformation, entend accompagner la transition de la filière automobile

en intégrant dans la nouvelle chaîne de valeur du véhicule :

- les métiers de l'amont (conception du produit) doivent intégrer les fondamentaux du recyclage et de la valorisation de fin de vie;
- les métiers de l'aval doivent se développer, une grande partie est à construire.

L'objectif du campus est de former au sein d'un réseau formatif ouvert à tous, d'ici à 2027, plus de 8000 personnes : élèves et étudiants, enseignants, professionnels du secteur privé, chercheurs et personnes en marge des systèmes de formation. Le lieu totem sur 10 000m², sera doté d'ateliers pédagogiques à vocation industrielle et de lieux de formation en réalité virtuelle.

La structure de l'offre de formation a été construite dans un modèle partenarial inédit dans la diversité des acteurs privés et publics réunis pour dégager les thèmes essentiels à la préparation des métiers de demain : la prolongation de vie des produits, la gestion de l'énergie, le recyclage et la valorisation. 2 axes clés sont développés dans le dossier :

- des formations socles en économie circulaire pour acquérir les bases de la circularité;
- des formations métiers, dont beaucoup seront destinées aux métiers techniques et manuels (diagnostic, réparation, démontage/démantèlement).

Au-delà du site de Flins, les actions de formation seront territorialisées pour assurer une diffusion via :

- un réseau d'établissements scolaires et supérieurs pilotes, qui permettra de former les élèves, étudiants et enseignants;
- un réseau d'entreprises locales, en particulier des PME, qui ont particulièrement besoin d'être accompagnées dans cette transition.

Ce campus aura également un rôle et une responsabilité importants en matière d'orientation professionnelle. Il sera, pour les jeunes publics comme pour les professionnels en reconversion, une référence pour découvrir les nouveaux métiers liés à la circularité, et pour construire leurs parcours individuels.

Le campus propose déjà plusieurs actions de formation (ex : fondamentaux de l'industrie circulaire), plus de 300 personnes, lycéens, étudiants, enseignants, apprenants FC, prescripteurs, institutionnels locaux, ont déjà pu en bénéficier.

Le CMQ est intégré dans un projet de transformation de l'usine de Renault, appelé la ReFactory ; une usine dédiée à l'économie circulaire de la mobilité.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Dans la convention cadre qui associe les membres fondateurs de ce campus, la Région Île-de-France s'est engagée à verser une subvention annuelle à ce campus à hauteur de 50000 euros avec un taux d'intervention de 50%. Cette subvention permet de couvrir une partie des dépenses de fonctionnement du campus. Les autres ressources peuvent provenir des rectorats, de fonds du Programme d'Investissement d'Avenir (FRANCE 2030), d'autres recettes collectées auprès d'acteurs économiques ou de droits d'inscription par exemple. L'université porteuse du campus peut aussi mettre à disposition du temps homme qui peut être valorisé.

Localisation géographique :

 REGION ÎLE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fonctionnement du campus	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention RIDF 2023	50 000,00	50,00%
autres ressources du campus	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23004936 - Campus des métiers et des qualifications "intelligence artificielle" - budget 2023

Dispositif : Subvention aux campus des métiers et des qualifications (n° 00001036)

Délibération Cadre : CR2017-102 du 18/05/2017 modifiée

Imputation budgétaire : 932-288-657381-128003-100

Action : 12800302- Campus des métiers et des qualifications

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention aux campus des métiers et des qualifications	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SORBONNE UNIVERSITE

Adresse administrative : 21 RUE DE L ECOLE DE MEDECINE
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Monsieur Jean CHAMBAZ, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet du campus se déploie sur l'ensemble de l'année civile

Description :

Le campus de l'intelligence artificielle est en phase de préfiguration; Il rassemble dans ses membres fondateurs Sorbonne Université, le Lycée Paul Valéry de Paris, la Région Académique et la Région Île-de-France. Avec le recrutement d'un directeur opérationnel début 2023, le dossier de demande de label sera déposé pour l'automne 2023.

Des premières actions se mettent en place avec notamment l'organisation d'une école d'été en intelligence artificielle réservée aux lycéennes de la Région :

Du 3 au 7 juillet :

Jour 1 : Découverte de l'intelligence Artificielle : histoire, grandes avancées technologiques, principales applications déjà utilisées et à venir. Escape Game de sensibilisation à l'IA

Jour 2 : Les apports de l'IA dans nos grands enjeux sociétaux et notamment le climat, la santé, l'énergie.

Jour 3 : Les enjeux économiques et géopolitique de l'IA le matin sur une demi-journée. Éthique et réglementation de l'IA l'autre demi-journée.

Jour 4 : L'IA dans la société, dans notre quotidien, dans l'art et la création. Jouons avec l'IA !

Jour 5 : Dernière journée sera consacrée aux carrières dans le secteur de l'intelligence artificielle et aux études nécessaires pour y parvenir. Nous clôturerons la semaine par une visite de laboratoire en lien avec l'IA

La semaine sera jalonnée par des séances de travail en équipe pour la réalisation d'un projet d'IA.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Dans la convention cadre qui associe les membres fondateurs de ce campus, la Région Île-de-France s'est engagée à verser une subvention annuelle à ce campus à hauteur de 50000 euros avec un taux d'intervention de 50%. Cette subvention permet de couvrir une partie des dépenses de fonctionnement du campus. Les autres ressources peuvent provenir du rectorat, de fonds du Programme d'Investissement d'Avenir (FRANCE 2030), d'autres recettes collectées auprès d'acteurs économiques ou de droits d'inscription par exemple. L'université porteuse du campus peut aussi mettre à disposition du temps homme qui peut être valorisé.

Localisation géographique :

📍 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fonctionnement du campus	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention RIDF 2023	50 000,00	50,00%
autres ressources du campus	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%

DOSSIER N° 23005231 - Campus des métiers et des qualifications "industrie du futur" - budget 2023

Dispositif : Subvention aux campus des métiers et des qualifications (n° 00001036)

Délibération Cadre : CR2017-102 du 18/05/2017 modifiée

Imputation budgétaire : 932-288-657381-128003-100

Action : 12800302- Campus des métiers et des qualifications

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention aux campus des métiers et des qualifications	100 000,00 € TTC	50,00 %	50 000,00 €
	Montant total de la subvention		50 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE

Adresse administrative : 23 BD DE FRANCE
91000 EVRY COURCOURONNES

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Monsieur BLAISE HANCZAR, CONTACT (sans fonction particulière)

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le projet de développement du campus se déroule sur la totalité de l'année civile

Description :

Après un premier label (2018-2022), le campus est aujourd'hui dans une phase de maturité, de déploiement, et d'extension sur la totalité de la région Île-de-France. Construit comme une synergie d'acteurs de la formation, de la recherche et du monde économique, il est porté par l'université d'Evry Val d'Essonne, implanté sur un territoire d'industrie, et bénéficie d'un écosystème favorable adapté au développement des entreprises, avec en particulier des établissements d'enseignement supérieur d'excellence partenaires.

Le projet porté par le campus depuis 2020, lauréat du Programme Investissement d'Avenir pour 3,2 millions d'euros sur 10 ans, est fortement orienté sur la réponse à la transformation numérique de l'industrie du secteur aéronautique et spatial. La transformation numérique de l'industrie provoque, en sus, une évolution de ces métiers : ajout de nouvelles compétences sans réduire les fondamentaux.

Les besoins du secteur aéronautique et spatial reposent donc sur des formations, des métiers et des compétences qui sont complètement similaires aux besoins des autres industries. L'ensemble des secteurs industriels est en évolution et est confronté à des problématiques identiques de difficulté de recrutement.

Le campus va donc soumettre une demande de labélisation pour une seconde période avec un périmètre

« industrie du futur ». De par sa dynamique de déploiement, une demande de labélisation excellence est en cours.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Dans la convention cadre qui associe les membres fondateurs de ce campus, la Région Île-de-France s'est engagée à verser une subvention annuelle à ce campus à hauteur de 50000 euros avec un taux d'intervention de 50%. Cette subvention permet de couvrir une partie des dépenses de fonctionnement du campus. Les autres ressources peuvent provenir du rectorat, de fonds du Programme d'Investissement d'Avenir (FRANCE 2030), d'autres recettes collectées auprès d'acteurs économiques ou de droits d'inscription par exemple. L'université porteuse du campus peut aussi mettre à disposition du temps homme qui peut être valorisé.

Localisation géographique :

🏠 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fonctionnement du campus	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région 2023	50 000,00	50,00%
Autres ressources du campus	50 000,00	50,00%
Total	100 000,00	100,00%